

**Impact économique du secteur de
l'éducation internationale pour le Canada
Rapport final**

Présenté à :

Affaires étrangères et Commerce international Canada

Roslyn Kunin & Associates, Inc. (RKA, Inc.)

3449 West 23rd Avenue
Vancouver (C.-B.) V6S 1K2
Tél. : (604) 736-0783 / Fax : (604) 736-0789
Rkunin@Rkunin.com
<http://www.rkunin.com/>

Juillet 2009

Table des matières

Table des matières	ii
Résumé	iii
1. Introduction	1
2. Méthodologie	3
3. Revue documentaire	5
4. Nombre d'étudiants internationaux au Canada	12
4.1. Effectif selon les niveaux d'études	12
4.1.1. Étudiants en séjour prolongé	12
4.1.2. Étudiants à courte durée de séjour (Langues Canada)	15
4.2. Effectifs selon les provinces/territoires	16
4.3. Effectifs selon les provinces/territoires et par niveau d'études	17
5. Dépenses des étudiants	20
5.1. Frais de scolarité et autres frais	20
5.1.1. Étudiants en séjour prolongé	20
5.1.2. Étudiants Langues Canada à courte durée de séjour	22
5.2. Frais de subsistance	22
5.2.1. Étudiants en séjour prolongé	22
5.2.2. Étudiants Langues Canada à courte durée de séjour	24
6. Évaluation de l'impact économique de l'éducation internationale au Canada	25
6.1. Impact économique direct	26
6.1.1. Étudiants en séjour prolongé	26
6.1.2. Étudiants Langues Canada à courte durée de séjour	28
6.2. Comparaison du secteur des services d'éducation internationale avec d'autres secteurs d'exportation canadiens	29
7. Retombées additionnelles en termes d'activités touristiques	36
8. Études de cas : Pratiques exemplaires au niveau provincial et local	40
8.1. Manitoba	40
8.2. Thompson Rivers University	44
9. La performance du Canada dans le marché mondial	48
10. Conclusions et recommandations	51
Références	55
Annexe I Liste des personnes contactées	59

Résumé

Principales conclusions

En 2008, les étudiants internationaux ont dépensé plus de 6,5 milliards de dollars en frais de scolarité, services de logement et autres dépenses. Ce secteur d'activité a également généré 83 000 emplois et contribué pour 291 millions de dollars au trésor public.

En 2008, le Canada a accueilli 178 227 étudiants internationaux en séjour prolongé (six mois et plus), pour un apport de 5,5 milliards de dollars à l'économie canadienne. Près de 40 p. cent de cette source de revenu provenait de deux pays : la Chine et la Corée du Sud (42 154 étudiants chinois et 27 440 étudiants sud-coréens recensés au Canada en décembre 2008). Les deux tiers de la population étudiante étrangère étaient concentrés en Ontario et en Colombie-Britannique (65 833 et 50 221 respectivement), le Québec figurant loin derrière, au troisième rang, avec seulement 28 010 étudiants internationaux. Ajoutons que certains établissements d'enseignement ont une importante clientèle d'étudiants internationaux, notamment la Thompson Rivers University à Kamloops (Colombie-Britannique), avec un contingent d'environ 12 p. cent, en hausse de 18 p. cent depuis 2004-2005, taux qui pourrait bientôt dépasser celui des universités UBC et SFU.

Quant aux étudiants internationaux en séjour de courte durée, on estime qu'ils ont dépensé environ 1,0 milliard de dollars (estimation minimale, les données disponibles étant moins détaillées pour ce contingent que pour celui des étudiants en séjour prolongé).

Globalement, le montant total de l'apport représenté par les étudiants internationaux à l'économie du pays (6,5 milliards \$) est supérieur à celui de nos exportations de bois d'œuvre résineux (5,1 milliards \$) et de nos exportations de charbon (6,07 milliards \$).

Si l'on compare le poids économique du secteur des services aux étudiants internationaux avec celui de nos activités d'exportation traditionnelles, son importance est particulièrement frappante dans le cas de certains de nos partenaires commerciaux. Ainsi, la Corée du Sud consacre l'équivalent de 22,1 % de ses importations canadiennes au secteur des services d'éducation. Et l'on constate que plusieurs autres pays, notamment l'Arabie Saoudite (14,3 %), la Chine (12,4 %), l'Inde (9,3 %), Taïwan (8,2 %), la France (8,1 %) et Hong Kong (7,2 %) consacrent aussi une proportion importante de leurs importations canadiennes à ce secteur.

Dans le présent rapport, les données utilisées pour évaluer l'impact économique des divers segments de la population étudiante étrangère provenaient de sources d'information secondaires. Notre équipe de chercheurs a également travaillé avec de nombreux acteurs et organismes du domaine de l'éducation internationale pour recueillir des données qualitatives et quantitatives sur les divers types de dépenses effectués par les étudiants internationaux, selon les niveaux d'enseignement et les provinces ou territoires concernés.

Tableau 1 Impact économique des services d'éducation internationale pour le Canada, 2008

	Dépenses totales	PIB	Emplois	Revenus Trésor public
Étudiants/séjour prolongé				
Terre-Neuve-et-Labrador	38 145 000 \$	27 884 000 \$	440	1 417 000 \$
Île-du-Prince-Édouard	12 864 000 \$	4 313 000 \$	70	416 900 \$
Nouvelle-Écosse	168 340 000 \$	122 648 000 \$	2 360	6 599 500 \$
Nouveau-Brunswick	88 915 000 \$	68 175 000 \$	1 190	3 234 800 \$
Québec	1 025 042 000 \$	745 539 000 \$	11 840	72 539 300 \$
Ontario	2 162 252 000 \$	1 598 644 000 \$	24 420	102 674 000 \$
Manitoba	115 807 000 \$	82 817 000 \$	1 500	5 646 200 \$
Saskatchewan	99 695 000 \$	70 864 000 \$	1 260	4 590 700 \$
Alberta	364 584 000 \$	262 684 000 \$	4 240	8 780 700 \$
Colombie-Britannique	1 423 161 000 \$	1 056 820 000 \$	17 610	40 872 300 \$
Territoires*	1 214 000 \$	370 000 \$	10	11 400 \$
Total partiel-Étudiants séjour prolongé	5 500 019 000 \$	4 040 758 000 \$	64 940	246 782 800 \$
Programmes de langue-Étudiants court terme	745 648 000 \$	509 125 000 \$	13 210	36 322 400 \$
Retombées touristiques	285 240 000 \$	160 730 000 \$	5 331	8 331 700 \$
*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut				
Total général	6 530 907 000 \$	4 710 613 000 \$	83 481	291 436 900 \$

Source : RKA

Tableau II ci-dessous : Ventilation provinciale/territoriale de la clientèle étudiante étrangère du Canada

Tableau II : Clientèle étudiante étrangère séjournant au Canada pour une durée prolongée, selon les provinces/territoires et selon le niveau d'études - 2008

	Secondaire ou moins	Professionnel et technique	Université	Autres Post- Secondaire	Niv. d'étude Autres	non précisé	Tous niveaux
Terre-Neuve-et-Labrador	163	51	1 060	221	20	-	1 524
Île-du-Prince-Édouard	86	-	379	33	-	-	521
Nouvelle-Écosse	937	130	4 421	247	64	-	5 802
Nouveau-Brunswick	420	152	2 257	253	180	0	3 263
Québec	1 636	884	21 743	3 006	733	-	28 010
Ontario	11 432	8 025	33 916	9 415	3 022	-	65 833
Manitoba	866	155	3 505	263	83	-	4 873
Saskatchewan	838	30	2 604	118	65	-	3 656
Alberta	3 818	1 872	6 877	1 526	335	-	14 433
Colombie-Britannique	14 133	7 624	18 642	7 644	2 170	-	50 221
Territoires*	61	-	-	-	-	-	87
*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut							
Total	34 390	18 923	95 404	22 726	6 672	-	178 227

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

Synthèse des résultats quantitatifs obtenus :

- Le marché des étudiants internationaux génère des retombées économiques très intéressantes pour le Canada. En 2008, les dépenses totales enregistrées pour le segment des étudiants internationaux en séjour prolongé se sont chiffrées à environ 5,5 milliards de dollars, pour un apport de près de 4,1 milliards au PIB, soit environ 7 % de la contribution globale du secteur des services d'éducation à l'économie canadienne.
- Les services d'éducation internationale s'adressant aux étudiants internationaux en séjour prolongé représentent 64 940 emplois, soit environ 5,5 % du nombre total des emplois concernés par le secteur des services d'éducation du pays.

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

- Les dépenses des étudiants internationaux inscrits dans des programmes de langue courte durée ont contribué à l'économie canadienne pour un montant annuel de 746 millions de dollars, représentant un apport d'environ 509 millions de dollars au PIB, 13 210 emplois et 36 millions de dollars versés au trésor public.
- Outre les bénéfices économiques résultant des dépenses attribuées aux frais de scolarité, de logement et de nourriture, on estime à 285 240 000 dollars par an les dépenses additionnelles effectuées au titre des activités touristiques par les étudiants internationaux et par leurs proches.

Ce rapport présente également deux études de cas qui montrent en quoi le secteur de l'éducation internationale est une importante source de bénéfices pour les économies locales.

Les étudiants internationaux accueillis par le Canada viennent de partout au monde, comme le montre le tableau ci-dessous qui donne la ventilation de la population étudiante étrangère selon les pays et selon le poids que représente chacun en termes d'activité d'exportation. On notera en l'occurrence que près de la moitié de la clientèle étudiante étrangère du Canada vient des pays d'Extrême-Orient (Chine, Corée du Sud et Japon).

Tableau III Clientèle étudiante étrangère du Canada selon les principaux pays d'origine, avec le poids économique de chacun pour les services d'éducation internationaux - 2008

<u>Pays d'origine</u>	<u>2008 Dépenses totales</u>	
République populaire de Chine	42 154	1 300 856 778 \$
République de Corée	27 440	846 788 205 \$
États-Unis d'Amérique	11 317	349 238 415 \$
France	8 553	263 942 402 \$
Inde	7 314	225 707 322 \$
Japon	6 627	204 506 758 \$
Arabie Saoudite	4 672	144 176 184 \$
Taiïwan	4 127	127 357 687 \$
Hong Kong	4 126	127 326 827 \$
Mexique	3 853	118 902 148 \$
Dix principaux pays d'origine	120 183	3 708 802 726 \$
Autres pays	56 740	1 750 975 318 \$
Pays non recensés	1 304	40 240 956 \$
<u>Total</u>	<u>178 227</u>	<u>5 500 019 000 \$</u>

Source : Citoyenneté et Immigration Canada; RKA

Nous avons aussi étudié le poids économique que représentent les services d'éducation dans les activités d'exportation enregistrées pour chacun de ces pays.

Tableau IV Comparaison des services d'éducation internationale et de l'ensemble des activités d'exportation enregistrées pour les dix principaux pays concernés - 2008

	Services d'éducation	Toutes les act. d'exportation	Services d'éducation par rapp. aux export. totales
République populaire de Chine	1,301 B\$	10,471 B\$	12,4 %
République de Corée	846,8 M\$	3,836 B\$	22,1 %
États-Unis d'Amérique	349,2 M\$	375,481 B\$	0,1 %
France	263,9 M\$	3,241 B\$	8,1 %
Inde	225,7 M\$	2,417 B\$	9,3 %
Japon	204,5 M\$	11,091 B\$	1,8 %
Arabie Saoudite	144,2 M\$	1,009 B\$	14,3 %
Taiwan	127,4 M\$	1,563 B\$	8,2 %
Hong Kong	127,3 M\$	1,771 B\$	7,2 %
Mexique	118,9 M\$	5,843 B\$	2,0 %
Total / Canada	5,5 B\$	483,630 B\$	1,1 %

Source : RKA; Exportations canadiennes (données douanières) – MAECI 2009

Recommandations

Ce rapport illustre l'importance que représente le marché des étudiants internationaux, tant pour l'économie canadienne que pour le secteur de l'emploi et pour le trésor public. Et il met en lumière la nécessité d'avoir à disposition des données systématiques, complètes et précises sur la population étudiante étrangère et sur les sources de revenu qu'elle représente pour le Canada. Or

comme ce type d'information n'est pas disponible en l'état actuel des choses, nous recommandons ce qui suit :

- Voir comment on pourrait se doter d'une méthode d'enquête semblable à celle utilisée en Australie et consistant à interroger des visiteurs au départ du pays pour savoir quelle a été la nature de leurs activités au cours de leur séjour au Canada. Ce sondage serait effectué dans les grands aéroports internationaux du pays et serait conduit dans plusieurs langues.
- S'associer à divers partenaires et acteurs de l'éducation internationale (CIC, Statistique Canada, universités, collèges et autres établissements d'enseignement) pour établir un système cohérent de consignation des données et de l'information recueillies afin de faciliter le suivi des dépenses effectuées par les étudiants internationaux lors de leur séjour au Canada.
- Élaborer, de concert avec Statistique Canada, une enquête nationale destinée aux établissements d'enseignement publics et privés pour connaître le nombre d'étudiants internationaux inscrits dans leurs programmes d'enseignement, le tarif des frais de scolarité pratiqué et autres frais associés à l'obtention d'un grade ou d'un diplôme, ainsi que le programme de formation des adultes et autres cours de formation continue d'une durée de moins de six mois dispensés par l'établissement.
- Coordonner les questions d'enquête avec les gouvernements provinciaux et les organismes nationaux concernés afin d'assurer la cohérence du sondage effectué auprès des étudiants internationaux.
- S'assurer que les étudiants internationaux bénéficient du même degré de reconnaissance et de soutien que celui accordé aux autres activités d'exportation comparables.

1. Introduction

Avec la mondialisation croissante de l'économie canadienne, on ne peut négliger les retombées substantielles engendrées par le secteur de l'éducation internationale pour notre économie. Pour demeurer concurrentiel dans l'arène économique mondiale, le Canada doit enrichir son bassin de talents en attirant les meilleurs cerveaux dans des domaines très diversifiés : sciences et recherche-développement, développement économique, diversification culturelle, etc. En outre, les étudiants internationaux contribuent substantiellement à l'économie des collectivités locales qui les accueillent, et ils peuvent s'avérer pour l'économie du pays une précieuse source de main-d'œuvre qualifiée, à l'heure où l'hémisphère occidental fait face à des pénuries de compétences dans les domaines de pointe. Enfin, le savoir-faire du Canada en matière d'éducation peut être un produit d'exportation aussi lucratif que les autres biens et services d'exportation du pays.

La firme Roslyn Kunin and Associates, Inc. (RKA) a reçu des Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI) le mandat d'effectuer une étude approfondie et exhaustive sur l'impact économique de l'éducation internationale au Canada, en vue de concevoir, d'appliquer et d'analyser un modèle économique qui permettra de déterminer la valeur que représentent l'éducation internationale et la mobilité étudiante pour l'économie canadienne.

La documentation existante a clairement révélé la valeur positive que représentent les séjours à l'étranger des étudiants canadiens et la venue au Canada d'étudiants internationaux. RKA a été chargée d'examiner ce deuxième aspect, dont nous évaluerons l'intérêt économique en analysant les tendances observées dans les inscriptions d'étudiants internationaux, la longueur des séjours, les types d'établissements d'enseignement fréquentés, les régions de prédilection et les types de dépenses effectuées.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons :

- couvert la totalité des provinces et territoires canadiens où sont recueillies des données sur les inscriptions d'étudiants internationaux;
- récolté et examiné les données et l'information disponibles concernant les inscriptions enregistrées de la maternelle à la douzième année, au niveau postsecondaire (collèges et universités, tant publics que privés) et dans les programmes d'études de courte durée (formation linguistique et autres types de formation professionnelle);
- contacté divers intervenants, dans les provinces et territoires du Canada, pour obtenir de l'information sur les frais de scolarité et les autres

sommes devant être déboursées par les étudiants internationaux pour les types de programmes auxquels ils s'inscrivent;

- analysé l'information disponible sur les types de dépenses effectuées par les étudiants internationaux.

Nous avons analysé ces données et établi des estimations. Nous avons également mesuré la contribution de l'éducation internationale à l'économie canadienne sur le plan du PIB, des emplois créés et de l'enrichissement du trésor public.

Notre rapport est ainsi structuré :

- méthodologie de l'étude
- revue documentaire
- données sur les étudiants internationaux
- données sur les dépenses
- estimation de l'impact économique pour 2008
- examen des retombées économiques de l'activité touristique des étudiants
- études de cas – province et milieu non urbain
- examen de la performance du Canada dans le marché mondial
- conclusions et recommandations

2. Méthodologie

Pour notre étude de l'impact économique du secteur de l'éducation internationale au Canada, nous avons mené des recherches secondaires approfondies (recension documentaire, collecte des données et informations statistiques existantes) et consulté des représentants provinciaux et territoriaux du secteur de l'éducation, ainsi que des représentants d'organisations vouées à la promotion de l'éducation internationale et qui en analysent les tendances, à l'échelle nationale et/ou provinciale.

Nous avons passé en revue les données existantes sur les inscriptions et les frais de scolarité dans les universités, les collèges, les écoles de langues et les écoles primaires/secondaires, et l'information relative aux dépenses de subsistance et autres sommes dépensées par les étudiants internationaux. Les sources suivantes ont produit des données de recherche et des informations pertinentes :

- *Statistique Canada*
- *Citoyenneté et Immigration Canada*
- *Directions de l'enseignement supérieur et de l'éducation de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, du Manitoba, de l'Ontario, du Québec, de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Nouvelle-Écosse*
- *BC Centre for International Education*
- *EduNova*
- *Langues Canada*
- *Association nationale des collèges d'enseignement professionnel*
- *Association des universités et des collèges communautaires*
- *Association des universités de la francophonie canadienne*

On trouvera à la section « Références » une liste détaillée des sources consultées et des personnes interrogées pour la préparation du présent rapport.

Nous avons suivi la méthodologie suivante :

1. Recensement des principales personnes-ressources en éducation auprès du MAECI
2. En approfondissant nos recherches et par le truchement d'autres références obtenues auprès des personnes-ressources clés, nous avons tenté de recueillir le maximum de données sur les aspects suivants :

- inscriptions d'étudiants internationaux dans divers programmes et établissements
 - frais de scolarité
 - dépenses de subsistance et de divertissement
 - activités touristiques
3. Regroupement et analyse des données ci-dessus
 4. Entrevues/recherches pour les études de cas

Difficultés méthodologiques

Comme pour la plupart des études de ce type, l'un des principaux défis était de contacter les bonnes personnes. Or, non seulement ces gens sont extrêmement occupés, mais la nature même de leur travail – l'éducation internationale – les amène souvent à se déplacer à l'étranger. Ce problème était exacerbé par une autre difficulté manifeste : une bonne partie des données dont nous avons besoin n'était tout simplement pas disponible.

Nous avons tout d'abord pensé à nous adresser aux organisations nationales qui représentent un grand nombre d'écoles et d'établissements privés et publics, pour constater très rapidement que ces organisations (sauf Langues Canada) ne recueillent pas de données sur les étudiants internationaux qui fréquentent leurs établissements membres.

Autre difficulté : le système ne fait pas un suivi systématique des étudiants qui ne détiennent pas de permis d'études (c'est-à-dire qui séjournent moins de six mois au pays). Citoyenneté et Immigration Canada ne récolte actuellement pas de données sur les personnes qui viennent au Canada pour un court séjour d'études, et nous a indiqué que ce type de données ne serait probablement pas recueilli dans un proche avenir.¹

Langues Canada a récemment mené auprès de ses membres une enquête, dont nous avons pu prendre connaissance. Une proportion importante des étudiants fréquentant les établissements membres sont des étudiants à courte durée de séjour, ce qui nous a permis d'avoir à tout le moins un minimum de données sur ce thème.

¹ Voici les clarifications que nous a fournies Citoyenneté et Immigration Canada au sujet des modifications permettant aux ressortissants étrangers de venir au Canada comme visiteurs pour de courts séjours d'étude. Ces modifications ont été introduites « en réponse aux demandes des intervenants visant à accélérer l'entrée des ressortissants étrangers venant faire de courts séjours d'étude. Cependant, avec l'introduction de ces modifications, il n'est plus possible de différencier ce groupe des autres visiteurs au Canada. Les intervenants ont été avisés de ces restrictions au moment de l'introduction des modifications apportées aux règlements/politiques ».

Bien que certains organismes (dont BC Progress Board et le Conference Board du Canada) aient produit des rapports sur les effets économiques de l'éducation internationale, nous avons constaté que leurs travaux n'étaient pas à jour et qu'ils s'étaient essentiellement heurtés aux mêmes problèmes que nous. Mais nous avons pu combler quelques-unes des carences observées et nous croyons que le présent rapport sera donc un outil complet d'une plus grande utilité.

3. Revue documentaire

Cette section fait un survol de la documentation existante sur les thèmes et les enjeux entourant le secteur de l'éducation internationale au Canada. Nous souhaitons ainsi donner un aperçu de l'information de base, présenter les recherches antérieures qui ont éclairé notre travail et circonscrire les lacunes informationnelles.

Définition de l'éducation internationale

« L'éducation internationale peut consister à vivre une expérience culturelle ou une expérience d'enseignement, d'emploi, de voyage ou de bénévolat à l'étranger, qu'elle soit structurée ou non, suivie d'un retour au pays d'origine; elle peut consister à accueillir des programmes ou à héberger des étudiants internationaux, à internationaliser des cours, des programmes et des programmes d'études nationaux; et elle peut aussi prendre la forme de programmes d'échange d'étudiants, de chercheurs, de citoyens et d'employés, mis sur pied par des organismes publics, par des groupes sans but lucratif, par des associations à vocation éducative ou par des employeurs. » (1999, Conference Board)

Éducation internationale

Dans son document intitulé *Un enseignement supérieur de qualité au-delà des frontières – Comment identifier et élaborer des bonnes pratiques*, le Council for Higher Education Accreditation mettait en lumière un certain nombre de points importants, notamment :

- « la nécessité de préserver les aspects culturels, sociaux et économiques de l'enseignement supérieur et de la recherche; de protéger les intérêts des étudiants et de faciliter leur mobilité; de renforcer les capacités des pays en développement afin d'y améliorer l'accès à un enseignement supérieur de bonne qualité »;
- les éléments clés – contribution au bien public (social, économique et culturel); développement des capacités (coopération et collaboration), pertinence (actualité et reconnaissance), accessibilité (financière), qualité (établissement,

administration, corps professoral), responsabilité (autorisations et associations avec des organismes), transparence (information du public, politiques d'admission et mécanismes d'appel), et engagement envers des normes de haute qualité (codes de pratiques exemplaires).

Retombées économiques

Dans son étude intitulée *Economic Implications of International Education*, le Conference Board du Canada mettait en évidence certains aspects clés à considérer (soulignons toutefois que la majorité des statistiques remontent au milieu des années 1990) :

- les avantages que peuvent conférer une meilleure circulation du savoir et de l'information, une meilleure compréhension des marchés mondiaux et une meilleure compréhension des capacités internationales, dans un environnement commercial mondial;
- en 1999, le Canada n'était pas un acteur important sur la scène de l'éducation internationale et ne récoltait pas les avantages économiques que de nombreux autres pays tiraient;
- le rapport offre des indicateurs de rendement (indice comparant la « relation entre l'activité d'éducation internationale et la performance économique »; rapports sur les principaux pays et leurs politiques, programmes et indicateurs; tendances internationales; options d'avenir pour le Canada);
- on y signalait que le Canada était en retard sur les autres grands pays quant à l'éducation internationale; il existe une « corrélation positive » entre l'éducation internationale et la performance économique; l'éducation internationale profite au PIB, à l'innovation et à l'investissement direct étranger; les pays européens examinés se sont dotés de stratégies nationales concertées pour l'éducation internationale; au Canada et aux États-Unis, la majorité des initiatives émanent d'organisations sans but lucratif, organismes à vocation éducative ou d'employeurs;
- sur le plan des influx d'étudiants, les États-Unis et le Royaume-Uni présentent les plus hauts niveaux absolus, et l'Australie le plus haut niveau par 1 000 habitants;
- il existe une relation positive entre l'éducation internationale et : le PIB; l'innovation; le commerce international; l'investissement direct étranger;

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

- le Canada se classait au sixième rang (parmi les neuf premiers pays) pour les influx d'étudiants entre 1991 et 1995.

Le rapport *Economic Value of International Education in BC* de Roslyn Kunin and Associates portait sur les impacts suivants :

- impacts globaux, pour évaluer les retombées quantifiables créées en Colombie-Britannique par les étudiants internationaux;
- les impacts directs, pour mesurer les augmentations annuelles engendrées dans la production industrielle et la main-d'œuvre d'une industrie (services d'éducation) par l'influx provincial d'étudiants internationaux. La contribution au trésor public était également mesurée;
- impacts indirects, pour mesurer les changements au niveau de la production industrielle et de la demande de main-d'œuvre dans les secteurs qui fournissent des biens et services au secteur provincial de l'éducation publique postsecondaire;
- l'impact induit, pour mesurer les changements apportés au niveau de la production industrielle et de la demande de main-d'œuvre dans tous les secteurs de l'économie par la hausse du revenu des foyers touchés directement ou indirectement;
- les autres retombées tout aussi importantes mais non quantifiables, par exemple aider les étudiants de la Colombie-Britannique à se préparer à une carrière dans l'économie mondiale, ou encore la création d'occasions internationales d'affaires et de tourisme pour la Colombie-Britannique grâce au réseautage et à une meilleure notoriété de la province.

Diverses sources ont exprimé des réserves en raison du double comptage des étudiants et de la surestimation des dépenses qu'induit la collecte de données, lorsqu'elles sont disponibles, auprès de diverses sources. D'ailleurs, il est nettement possible qu'elles aient été recueillies et utilisées par d'autres établissements. C'est plus souvent le cas des données émanant d'établissements qui ont des étudiants à séjour bref et à séjour prolongé. Des organisations telles que Langues Canada ont fait des efforts considérables pour résoudre le problème, mais il reste que l'on est à la merci de chaque établissement.

Comparaisons internationales sur la mobilité

- En 2002, le secteur de l'éducation internationale représentait un chiffre de 30 milliards de dollars, ou 3 % du total des services commerciaux assurés dans les pays de l'OCDE.²
- Les États-Unis et le Royaume-Uni ont accueilli 42 % des étudiants internationaux en 2002.
- Les étudiants internationaux viennent principalement de la Chine, de Hong Kong, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, de la Malaisie, de Singapour, de la Corée du Sud et de la Thaïlande.
- Impacts à examiner au sujet des influx : taux de change, etc.

Le rapport *Étoiles du Nord* (2007), du Bureau canadien de l'aide internationale, soulève un certain nombre de points qu'il convient d'examiner dans notre recherche :

- abondante discussion sur les étudiants internationaux des cycles supérieurs;
- chaque année, 30 000 des diplômés d'établissements postsecondaires canadiens sont des étudiants internationaux;
- on y insiste beaucoup sur l'excellent travail de l'Australie, qui a créé l'agence *Australia Education International*. Avant d'entamer nos travaux, nous avons fait une recherche sur les données recueillies par cette agence.

Sans correspondre directement à nos besoins, le document *Student Mobility and Credit Transfer*, de l'organisme *Education Policy*, mettait en lumière certains enjeux importants et de possibles sources d'information concernant l'aide financière : fondations, aide aux étudiants (inter-États) et soutien gouvernemental. Il soulignait également le caractère anémique de l'aide accordée par le Canada aux étudiants internationaux.

Même si ses données commencent quelque peu à dater, il importe d'examiner le document intitulé *Foreign Students Coming to America* (2007) de l'Institute for the Study of International Migration's Foreign Students coming to America, qui soulève un certain nombre d'enjeux concernant non seulement son principal point de mire (la mobilité de la clientèle étudiante étrangère des États-Unis à l'ère de l'après-11 septembre), mais également le processus décisionnel des étudiants internationaux. Voici quelques conclusions essentielles :

² OCDE

- le contingent d'étudiants internationaux aux États-Unis est passé de 1 million en 1994 à 2,7 millions en 2004³;
- une étude de 2007 classait le Canada au second rang des pays les plus accueillants pour les étudiants internationaux, derrière le Royaume-Uni. Les autres pays examinés étaient la Suisse, la France, l'Allemagne, l'Autriche, les États-Unis, la Suède et l'Australie;
- le Canada a vu sa part de marché passer de 6 % à 5 % entre 2000 et 2004⁴;
- les étudiants des cycles supérieurs représentent moins de 5 % du total global;
- points à considérer : taille de la future clientèle étudiante [tendance des étudiants à poursuivre leurs études dans leur propre pays, développement et crédibilité des structures de formation nationales, concurrence des autres pays (spécialement l'Australie et le Royaume-Uni)];
- en Inde, le nombre d'établissements postsecondaires a triplé (de 6 000 à 18 000) entre 1990 et 2006. La part de prise en charge « à l'interne » des besoins de formation des pays d'Asie-Pacifique est passée de 9 % à 19 %, et de 16 % à 27 % chez les pays à revenus moyens;
- la croissance des populations d'âge collégial devrait faire augmenter la clientèle potentielle d'étudiants internationaux;
- la population d'âge collégial en Inde passera de 125 millions à 139 millions entre 2005 et 2015;
- facteurs considérés dans le choix du lieu d'étude : frais de scolarité, processus de demande, crainte d'un rejet de la demande de visa, politique étrangère du pays d'origine envers le pays de destination, etc.

L'article *Competitor Research* publié par Citoyenneté et Immigration Canada signalait les faits suivants :

- le Canada est passé du 5^e au 14^e rang comme pays de destination des étudiants internationaux⁵;

³ OCDE

⁴ OCDE

- malgré une hausse dans les exportations canadiennes de services d'éducation, la part canadienne du marché de l'éducation internationale a diminué;
- la demande du secteur de l'éducation internationale passera de 1,9 million à 7,2 millions d'étudiants d'ici 2025⁶;
- à l'heure actuelle, l'Australie est le principal concurrent du Canada dans le marché de l'éducation internationale.

Croissance des dépenses des étudiants internationaux au Canada

Nos recherches s'appuient sur un récent tableau du ministère des Affaires étrangères et Commerce international Canada.

- Le nombre d'étudiants internationaux à plein temps est passé de 78 256 à 152 762 entre 1998 et 2005⁷;
- les dépenses par étudiant (y compris les frais de scolarité) sont estimées à 25 000 \$;
- entre 1998 et 2005, l'impact économique du secteur de l'éducation internationale est passé de 1,7 milliard de dollars à 3,82 milliards de dollars;
- le nombre d'étudiants en séjour de courte durée est passé de 113 000 en 1998 à 235 000 en 2005;
- les dépenses non reliées aux études (logement et transport) varient de 6 000 \$ à 7 000 \$ par année;
- les dépenses totales des étudiants internationaux sont passées de 2,38 milliards de dollars en 1998 à 5,47 milliards de dollars en 2005.

⁵ Conference Board du Canada, *Opportunity Begins at Home*. Avril 2006

⁶ OCDE

⁷ La source des données figurant dans ce tableau n'est pas précisée.

Pratiques exemplaires de collecte des données

Au fil de notre recension documentaire, nous avons constaté que plusieurs pays accueillent une importante clientèle étudiante étrangère, mais que très peu suivent activement les activités et les dépenses de ces étudiants à l'échelle nationale. Une récente étude australienne pourrait inciter les gouvernements à s'intéresser de plus près aux retombées économiques générées par les étudiants internationaux. En effet, le rapport intitulé *The Australian Education Sector and the Economic Contribution of International Students (ACPET, 2009)* chiffre à plus de 14 milliards de dollars la contribution directe des étudiants internationaux à l'économie australienne (et à environ 12,5 milliards de dollars leur contribution indirecte), ce qui équivaut à plus de 126 000 emplois à temps plein.

Pour recueillir ces données, l'*Australian Council for Private Education and Training* et ses consultants ont calculé, à partir de l'enquête sur les visiteurs étrangers menée par *Tourism Research Australia*, le nombre de visiteurs ayant déclaré qu'ils séjourneraient au pays pour y faire des études, et ont examiné leurs types de dépenses.⁸ Cette enquête (et les études corollaires subséquentes) a donné au secteur de l'éducation internationale de l'Australie un avantage considérable, et pourrait inspirer les autres pays qui souhaitent faire une étude exhaustive des retombées économiques de l'éducation internationale.

L'*Institute of International Education* a également étudié l'impact économique que pouvaient avoir les étudiants internationaux. Cet organisme semble présenter une évaluation plus tempérée et plus réaliste du phénomène, notamment en défalquant le montant des bourses d'études et de l'aide financière versées aux étudiants internationaux. Cela dit, ses estimations financières demeureraient encore incomplètes, puisqu'elles a) englobent uniquement les frais de scolarité et les dépenses de subsistance (sans inclure les dépenses de tourisme ou de divertissement); b) n'incluent apparemment pas les écoles de langues et les autres établissements de formation de courte durée. En fait, l'association partenaire de l'IIE, *NAFSA : Association of International Educators*, reconnaît qu'il s'agit là d'estimations prudentes.

Au Canada, plusieurs provinces recueillent (ou tentent de recueillir) des données sur les étudiants internationaux. Au Manitoba, la Direction de l'éducation internationale produit des rapports annuels (pour consulter le rapport 2006-2007 : http://www.gov.mb.ca/ie/pdf/2006_2007_student_report.pdf) qui présentent des données sur les établissements postsecondaires, primaires et secondaires et sur les écoles de langues.

⁸ Dans son enquête, TRA interroge annuellement 40 000 visiteurs étrangers à leur départ d'Australie. Les répondants, approchés dans des aéroports (en anglais, en mandarin, en coréen ou en japonais), sont priés de répondre à 96 questions concernant le but de leur voyage, leurs dépenses, leurs déplacements, l'hébergement, etc. Les résultats de l'enquête sont publiés chaque année.

Principaux enjeux de la présente recherche

À la lumière de la recension documentaire effectuée jusqu'à maintenant, nous n'avons trouvé aucune mesure (à jour, en cours ou uniforme) permettant d'évaluer l'impact économique du secteur de l'éducation internationale au Canada. Il existe certaines études provinciales, p. ex. en Colombie-Britannique, au Manitoba et en Nouvelle-Écosse. À l'échelle nationale, la plus récente analyse exhaustive fut celle publiée en 1999 par le *Conference Board du Canada*. En outre, le niveau de détail varie passablement d'une étude à l'autre, faute de données de base et comparables au niveau provincial,

4. Nombre d'étudiants internationaux au Canada

Dans cette section, nous décrivons les données que nous avons recueillies sur le nombre d'étudiants internationaux au Canada, ainsi que les tendances à la hausse observées depuis quelques années.

4.1. Effectif selon les niveaux d'études

4.1.1. Étudiants en séjour prolongé

Une des principales finalités de cette étude est d'établir le nombre d'étudiants internationaux accueilli dans chaque province et territoire, selon les niveaux d'études (réseau public ou privé) : maternelle-secondaire, niveau collégial, premier cycle et cycles supérieurs au niveau universitaire. En outre, nous devons déterminer le nombre d'étudiants internationaux inscrits dans des programmes de formation professionnelle et de formation linguistique.

Comme indiqué à la section « Méthodologie », nous avons été incapables, même avec nos recherches approfondies et après avoir contacté les instances provinciales et territoriales responsable de l'éducation et de la formation ainsi que divers intervenants nationaux, de trouver des données qui étaient définies ou déclarées de façon uniforme sur l'ensemble de l'effectif étudiant. Statistique Canada, dans son Système d'information sur les étudiants postsecondaires, récolte des données sur les inscriptions d'étudiants internationaux aux niveaux collégial et universitaire (y compris une ventilation pour le premier cycle universitaire et pour les cycles supérieurs), selon les champs d'étude ou les niveaux de programme. Cependant, comme la quasi-totalité des collèges et universités couverts par l'enquête de Statistique Canada fait partie du réseau public, nous n'avons pas utilisé ces données car nous n'avons pas pu obtenir de données sur la clientèle étrangère du réseau postsecondaire privé. En outre, les

données sur le niveau universitaire vont jusqu'à 2006, alors que celles du niveau collégial s'arrêtent en 2005.

Nous n'avons pu obtenir, de la part des provinces et territoires, de données sur le nombre d'élèves étrangers inscrits dans le réseau maternelle-secondaire.

Une façon d'obtenir de l'information sur le nombre d'étudiants internationaux présents au pays est de consulter les données de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC). Comme les étrangers qui souhaitent suivre des études ou une formation au Canada durant plus de six mois doivent préalablement obtenir un permis d'études, les données de CIC nous permettent de déterminer combien il y a de détenteurs de permis d'études dans chacune des provinces et dans chacun des territoires, à un moment donné. Pour ces raisons, les données de CIC ont servi de fondement à nos analyses.

CIC définit ainsi les étudiants internationaux : « Résidents temporaires entrés au Canada principalement afin d'y étudier et ayant obtenu un permis d'études (avec ou non d'autres types de permis). Le permis d'études est le document officiel délivré par un agent et qui autorise une personne qui n'est pas citoyen canadien ou résident permanent d'étudier au Canada. En général, la personne inscrite à un programme d'études d'une durée égale ou inférieure à six mois n'a pas besoin de permis d'études. À des fins statistiques, un résident temporaire est considéré comme un étudiant international s'il est jugé tel selon notre appréciation de son « statut annuel » (c'est-à-dire la principale raison pour laquelle il a été autorisé à entrer au pays et à y séjourner temporairement pendant l'année d'observation). Sont exclus du groupe des étudiants internationaux les résidents temporaires dont la venue au Canada s'explique principalement par des motifs autres que les études, mais qui pourraient avoir aussi obtenu un permis d'études. »

Les données répartissent les étudiants internationaux en cinq niveaux d'études :

- Secondaire ou moins : Formation primaire ou secondaire suivie dans un établissement d'enseignement canadien.
- Métier : Formation professionnelle suivie dans un établissement non universitaire au Canada (p. ex. établissement d'enseignement technique et professionnel, cégep, collège).
- Université : Études de premier cycle, de cycles supérieurs (maîtrise et doctorat) et autres études faites dans une université canadienne.
- Autre postsecondaire : Études postsecondaires, mais ne relevant pas du niveau universitaire ou du niveau des métiers, notamment les cours donnés par des établissements spécialisés dans l'enseignement des langues et les établissements privés, et les cours préalables à la formation universitaire.

- Autre : Étudiants qui suivent d'autres formations que celles décrites ci-dessus.

Une source de clientèle importante non couverte par les données de CIC est celle des étudiants internationaux qui viennent étudier au Canada pour moins de six mois, et qui ne sont donc pas tenus d'obtenir un permis d'études pour entrer au pays. Nous indiquerons plus loin dans cette section comment nous avons traité ce problème.

Le tableau 1 indique le nombre total d'étudiants internationaux présents au Canada (au 1^{er} décembre de chaque année) pour chacun des cinq niveaux d'études, entre 1998 et 2008.⁹

Tableau 1 Nombre d'étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études, 1998 à 2008

Niveau d'études	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Secondaire ou moins	23 939	24 522	27 997	31 669	32 590	31 614	30 763	30 517	32 546	34 480	34 390
Métier	10 652	12 763	16 504	20 127	22 857	24 717	25 179	24 079	22 581	21 553	18 923
Université	39 547	45 712	53 168	63 613	72 970	81 117	88 647	91 727	92 865	94 621	95 404
Autre postsecondaire	5 695	7 399	9 092	12 785	14 485	15 801	13 910	14 506	15 823	19 375	22 726
Autre	5 876	6 859	7 218	8 452	7 588	6 435	6 324	6 325	6 340	6 060	6 672
Niveau d'études non déclaré	73	73	81	53	52	35	26	26	29	20	-
Total	85 803	97 341	114 093	136 716	150 552	159 727	164 855	167 188	170 194	176 116	178 227

Source : *Citoyenneté et Immigration Canada*

Durant cette période, le nombre d'étudiants internationaux au Canada a crû en moyenne de 8 % par année. Les plus forts taux de croissance annuelle ont été enregistrés dans les catégories « Autre postsecondaire » (15 %), puis « Université » (9 %). De la maternelle à la douzième année, la croissance annuelle se chiffrait à 4 %. C'est la catégorie « Autre » qui présente le plus faible taux de croissance, soit 1 % par année.

Soulignons qu'entre 1998 et 2003, le nombre d'étudiants internationaux inscrits au niveau universitaire a connu une croissance annuelle à deux chiffres. Depuis 2005 cependant, cette croissance n'a pas été aussi rapide que la moyenne observée pour l'ensemble des étudiants.

Le nombre d'étudiants internationaux inscrits dans les collèges de métiers a également fait l'objet d'une croissance annuelle à deux chiffres entre 1998 et 2003. Mais à compter de 2004, ce nombre a toutefois amorcé un déclin qui s'est poursuivi jusqu'en 2008.

Le tableau 2 illustre la répartition des étudiants internationaux au Canada selon les différents niveaux d'études. Ces données sont dérivées de l'effectif étudiant international présent au Canada le 1^{er} décembre de chaque année.

⁹ Pour un complément d'information : <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/statistiques/menu-faits.asp>

Tableau 2 Répartition des étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études, 1998 à 2008

Répartition	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
Secondaire ou moins	27,9 %	25,2 %	24,5 %	23,2 %	21,6 %	19,8 %	18,7 %	18,3 %	19,1 %	19,6 %	19,6 %
Métier	12,4 %	13,1 %	14,5 %	14,7 %	15,2 %	15,5 %	15,3 %	14,4 %	13,3 %	12,2 %	12,2 %
Université	46,1 %	47,0 %	46,6 %	46,5 %	48,5 %	50,8 %	53,8 %	54,9 %	54,6 %	53,7 %	53,7 %
Autre postsecondaire	6,6 %	7,6 %	8,0 %	9,4 %	9,6 %	9,9 %	8,4 %	8,7 %	9,3 %	11,0 %	11,0 %
Autre	6,8 %	7,0 %	6,3 %	6,2 %	5,0 %	4,0 %	3,8 %	3,8 %	3,7 %	3,4 %	3,4 %
Niveau d'études non déclaré	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

* Répartition estimée en 2008

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

Le tableau 2 indique également que c'est le niveau universitaire qui attire le plus d'étudiants internationaux. En combinant les universités aux divers collèges, on constate que le réseau postsecondaire regroupe plus des trois quarts (76,9 %) des étudiants internationaux qui séjournent au Canada plus de six mois.

4.1.2. Étudiants à courte durée de séjour (Langues Canada)

Pour les étudiants internationaux dont le séjour d'étude au Canada est inférieur à six mois, nous avons recouru aux données qui nous ont été communiquées par Langues Canada. Cet organisme a mené en 2007 une enquête auprès de ses établissements membres; les 115 établissements qui y ont répondu accueillent au total 103 293 étudiants (représentant 1 063 137 semaines d'études). De ce nombre, au moins 83 581 (presque 81 % des étudiants) participaient à des programmes d'une durée inférieure à six mois (il nous a été impossible d'obtenir la ventilation du nombre de semaines d'études par durée de séjour, pour certains programmes). Ces données couvrent un amalgame de programmes linguistiques non crédités de niveau postsecondaire et relevant du réseau privé que du réseau public.

Langues Canada a également estimé à 18 362 étudiants l'effectif inscrit à des programmes linguistiques de courte durée dans les établissements qui n'ont pas répondu à son enquête, portant à 101 943 le nombre total d'étudiants en séjour de courte durée.

À la lumière de l'information communiquée par Langues Canada, on estime donc que le nombre d'étudiants internationaux inscrits à des programmes canadiens de formation linguistique de courte durée au Canada a totalisé 1 054 664 semaines d'études.

Il convient de noter que Langues Canada ne chapeaute pas tous les établissements canadiens de formation linguistique. Soulignons également qu'en l'absence de données fiables sur le nombre d'étudiants internationaux en séjour inscrits à des programmes de formation professionnelle ou d'autres types de formation, nous n'avons pu estimer que l'effectif des établissements courte durée couverts par Langues Canada.

4.2. Effectifs selon les provinces/territoires

Les données de CIC subdivisent également le nombre d'étudiants internationaux par province/territoire.

Le tableau 3 donne une ventilation des effectifs d'étudiants internationaux par province et territoire, entre 2004 et 2008 (selon l'effectif étudiant international présent au 1^{er} décembre de chaque année). C'est à Terre-Neuve-et-Labrador et dans l'Île-du-Prince-Édouard qu'on observe les plus forts taux de croissance des dernières années (13,6 % et 14% respectivement), mais cette croissance s'effectue à partir d'un faible nombre de départ. L'Alberta arrive au troisième rang, avec une croissance annuelle de 4,7 %.

Tableau 3 Nombre d'étudiants internationaux au Canada par province et territoire, 2004 à 2008

Destination	2004	2005	2006	2007	2008
Terre-Neuve-et-Labrador	915	1 049	1 203	1 382	1 524
Île-du-Prince-Édouard	309	345	405	476	521
Nouvelle-Écosse	5 464	5 461	5 475	5 444	5 802
Nouveau-Brunswick	3 193	3 242	3 181	3 228	3 263
Québec	25 472	25 206	25 914	27 095	28 010
Ontario	62 266	62 834	63 815	65 517	65 833
Manitoba	4 762	4 972	5 147	5 256	4 873
Saskatchewan	3 630	3 734	3 493	3 536	3 656
Alberta	12 023	12 431	12 965	13 846	14 433
Colombie-Britannique	46 707	47 777	48 463	50 198	50 221
Territoires*	97	111	85	93	87
Province ou territoire non déclaré	0	0	0	7	5
Total	164 838	167 162	170 146	176 077	178 227

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : *Citoyenneté et Immigration Canada*

En raison de l'étendue de son territoire et de son grand nombre d'établissements d'enseignement, c'est l'Ontario qui attire le plus d'étudiants internationaux parmi l'ensemble des provinces et territoires. Cependant, sa part du marché rétrécit lentement depuis quelques années, en raison de l'intensification des efforts déployés par les autres provinces pour attirer une clientèle étudiante étrangère. Même si la Colombie-Britannique ne compte qu'environ 13 % de la population nationale, elle accueille quelque 28 % des étudiants internationaux au Canada. Comme en Ontario, depuis quelques années, le nombre d'étudiants internationaux en Colombie-Britannique a crû plus lentement que la moyenne nationale.

Le Québec, deuxième province au pays pour la population, accueille près de 16 % des étudiants internationaux. La part québécoise du marché a graduellement augmenté depuis quelques années. On trouve toute l'information pertinente au tableau 4, dont les données sont basées sur le contingent étudiant international présent au Canada le 1^{er} décembre de chaque année.

Tableau 4 Répartition des étudiants internationaux au Canada par province et territoire, 2004 à 2008

Destination	2004	2005	2006	2007	2008
Terre-Neuve-et-Labrador	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,8 %	0,9 %
Île-du-Prince-Édouard	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %
Nouvelle-Écosse	3,3 %	3,3 %	3,2 %	3,1 %	3,3 %
Nouveau-Brunswick	1,9 %	1,9 %	1,9 %	1,8 %	1,8 %
Québec	15,5 %	15,1 %	15,2 %	15,4 %	15,7 %
Ontario	37,8 %	37,6 %	37,5 %	37,2 %	36,9 %
Manitoba	2,9 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	2,7 %
Saskatchewan	2,2 %	2,2 %	2,1 %	2,0 %	2,1 %
Alberta	7,3 %	7,4 %	7,6 %	7,9 %	8,1 %
Colombie-Britannique	28,3 %	28,6 %	28,5 %	28,5 %	28,2 %
Territoires*	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %
Province ou territoire non déclaré	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

4.3. Effectifs selon les provinces/territoires et par niveau d'études

Nous avons également obtenu de Citoyenneté et Immigration Canada des données sur les inscriptions d'étudiants internationaux par province et par niveau d'études. Pour l'année 2008, cette information est présentée au tableau 5.

Tableau 5 Nombre d'étudiants internationaux au Canada selon les divers niveaux d'études, par province et territoire, 2008

<u>Destination</u>	Secondaire ou moins	Métier	Université	Autre postsecondaire	Autre	Niveau d'études non déclaré
Terre-Neuve-et-Labrador	163	51	1 060	221	20	-
Île-du-Prince-Édouard	86	-	379	33	-	-
Nouvelle-Écosse	937	130	4 421	247	64	-
Nouveau-Brunswick	420	152	2 257	253	180	0
Québec	1 636	884	21 743	3 006	733	-
Ontario	11 432	8 025	33 916	9 415	3 022	-
Manitoba	866	155	3 505	263	83	-
Saskatchewan	838	30	2 604	118	65	-
Alberta	3 818	1 872	6 877	1 526	335	-
Colombie-Britannique	14 133	7 624	18 642	7 644	2 170	-
Territoires*	61	-	-	-	-	-
Province ou territoire non déclaré	-	-	-	-	-	-
Total	34 390	18 923	95 404	22 726	6 672	-

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

Ce tableau présente notre meilleure estimation du nombre d'étudiants internationaux inscrits selon les différents niveaux d'études (pour une durée supérieure à six mois) dans les provinces et territoires, et il sous-tend nos calculs de la section 6.

Le tableau 6 illustre la répartition des étudiants internationaux (selon le contingent présent au 1^{er} décembre) par niveau d'études dans les provinces et territoires. Dans les Maritimes ainsi qu'au Québec, au Manitoba et en Saskatchewan, au moins 70 % des étudiants internationaux sont de niveau universitaire. En Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique cependant, la proportion d'étudiants universitaires est inférieure à la moyenne nationale. Dans les territoires, 70 % des étudiants internationaux font partie du réseau maternelle-secondaire. Soulignons qu'il n'y a pas d'université dans les territoires.

Tableau 6 Répartition des étudiants internationaux au Canada par niveau d'études, par province et territoire, 2008

<u>Destination</u>	<u>Secondaire ou moins</u>	<u>Métier</u>	<u>Université</u>	<u>Autre postsecondaire</u>	<u>Autre</u>	<u>Niveau d'études non déclaré</u>
Terre-Neuve-et-Labrador	10,7 %	3,3 %	69,6 %	14,5 %	1,3 %	-
Île-du-Prince-Édouard	16,5 %	-	72,7 %	6,3 %	-	-
Nouvelle-Écosse	16,1 %	2,2 %	76,2 %	4,3 %	1,1 %	-
Nouveau-Brunswick	12,9 %	4,7 %	69,2 %	7,8 %	5,5 %	0,0 %
Québec	5,8 %	3,2 %	77,6 %	10,7 %	2,6 %	-
Ontario	17,4 %	12,2 %	51,5 %	14,3 %	4,6 %	-
Manitoba	17,8 %	3,2 %	71,9 %	5,4 %	1,7 %	-
Saskatchewan	22,9 %	0,8 %	71,2 %	3,2 %	1,8 %	-
Alberta	26,5 %	13,0 %	47,6 %	10,6 %	2,3 %	-
Colombie-Britannique	28,1 %	15,2 %	37,1 %	15,2 %	4,3 %	-
Territoires*	69,8 %	-	-	-	-	-
Province ou territoire non déclaré	-	-	-	-	-	-
*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut						
Moyenne	19,3 %	10,6 %	53,5 %	12,8 %	3,7 %	-

Source : Citoyenneté et Immigration Canada

5. Dépenses des étudiants

Dans cette section, nous exposons en détail les sources d'information et les données utilisées, ainsi que les techniques que nous avons appliquées pour établir une estimation des dépenses de base engagées par les étudiants internationaux pour leur éducation et pour leurs besoins de subsistance durant leur séjour au Canada.

5.1. Frais de scolarité et autres frais

5.1.1. Étudiants en séjour prolongé

Nous avons consulté diverses sources d'information pour établir la moyenne des frais de scolarité et autres frais pour les différents niveaux d'études.

Le tableau 7 indique la moyenne des dépenses de scolarité et autres dépenses effectuées par les étudiants internationaux à différents niveaux d'études, pour chaque province et territoire.

Tableau 7 Estimation des frais de scolarité et des dépenses d'éducation par étudiant international au Canada, selon le niveau d'études et selon les provinces et territoires, 2008

Province/Territoire	Secondaire ou moins**	Technique et professionnel	Université			Autre postsecondaire	Autres
			Moyenne	Frais supplémentaires	Livres		
Terre-Neuve-et-Labrador	9 000 \$	13 620 \$	13 478 \$	490 \$	1 000 \$	13 620 \$	13 620 \$
Île-du-Prince-Édouard	9 000 \$	11 909 \$	11 260 \$	775 \$	1 000 \$	11 909 \$	11 909 \$
Nouvelle-Écosse	9 000 \$	15 122 \$	14 787 \$	813 \$	1 000 \$	15 122 \$	15 122 \$
Nouveau-Brunswick	9 000 \$	14 045 \$	14 081 \$	372 \$	1 000 \$	14 045 \$	14 045 \$
Québec	8 500 \$	16 912 \$	16 896 \$	705 \$	1 000 \$	16 912 \$	16 912 \$
Ontario	11 000 \$	18 878 \$	19 020 \$	761 \$	1 000 \$	18 878 \$	18 878 \$
Manitoba	13 000 \$	10 607 \$	10 034 \$	577 \$	1 000 \$	10 607 \$	10 607 \$
Saskatchewan	11 000 \$	14 263 \$	13 921 \$	735 \$	1 000 \$	14 263 \$	14 263 \$
Alberta	11 000 \$	14 705 \$	14 587 \$	577 \$	1 000 \$	14 705 \$	14 705 \$
Colombie-Britannique	10 500 \$	16 600 \$	16 809 \$	473 \$	1 000 \$	16 600 \$	16 600 \$
Territoires*	10 500 \$	11 950 \$			1 000 \$	11 950 \$	11 950 \$
*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut							
Moyenne	10 136 \$	14 419 \$	14 487 \$	628 \$	1 000 \$	14 419 \$	14 419 \$

Source : RKA, selon des données provenant de Statistique Canada et d'autres sources

Pour les frais de scolarité et les autres dépenses engagées au niveau maternelle-secondaire, nous avons utilisé les données figurant dans les rapports gouvernementaux publiés par chaque province et territoire.

Les frais de scolarité des étudiants internationaux inscrits à temps plein au premier cycle universitaire ont augmenté en moyenne de 3,9 % en 2008-2009, pour atteindre 14 487 \$. Les hausses les plus marquées se sont produites en Ontario (+5,1 %) et au Nouveau-Brunswick (+4,2 %) ¹⁰.

Pour ce qui est des cycles universitaires supérieurs, la hausse moyenne en 2008-2009 était de 2,9 %. C'est au Québec (+3,9 %) ainsi qu'en Ontario et en Saskatchewan (+3,2 % respectivement) qu'on a observé les plus fortes augmentations ¹¹.

L'enquête annuelle de Statistique Canada intitulée « Frais de scolarité et de subsistance des étudiants dans les universités et collèges du Canada » (FSSUC) offre des données détaillées sur les frais de scolarité des étudiants internationaux inscrits à plein temps au niveau universitaire, pour chacune des provinces. À noter que cette enquête n'offre aucune donnée pour les territoires.

Nous n'avons pas pu calculer la moyenne des frais de scolarité universitaires selon les divers cycles (temps plein) car nous n'avons pas de données sur l'effectif inscrit pour chaque catégorie. Aux fins de notre calcul, nous avons utilisé la moyenne des frais de scolarité s'appliquant au premier cycle. Il s'agit donc d'une estimation minimale, puisque les frais de scolarité des deuxième et troisième cycles sont supérieurs à ceux du premier cycle. Nous avons également inclus la catégorie « Frais supplémentaires », qui représente les frais obligatoires qu'imposent les universités aussi bien aux étudiants du pays qu'aux étudiants internationaux : frais d'utilisation des installations, frais d'association, frais de santé et frais dentaires (pour les étudiants internationaux seulement), frais de laissez-passer étudiants dans certains cas, etc. Nous avons également prévu une allocation de 1 000 \$ par année d'études pour les livres.

Soulignons que les frais de scolarité du premier cycle portent sur une année scolaire de huit mois, bien que certains étudiants suivent des cours durant l'été. Nous avons postulé que les étudiants internationaux de premier cycle déboursent pour une année donnée l'équivalent en frais de scolarité d'une année scolaire (huit mois).

Pour ce qui concerne les catégories « Technique et professionnel » et « Autre postsecondaire », voici comment nous avons procédé pour estimer les frais de scolarité et autres dépenses directement liées à l'éducation :

- pour les frais de scolarité, nous avons appliqué un taux de 90 % des frais de scolarité universitaires moyens pratiqués dans chaque province. Selon les données de l'enquête FSSUC, les frais de scolarité exigés par les collèges qui offrent une formation de niveau universitaire équivalent en

¹⁰ Voir <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/081009/dq081009a-fra.htm>

¹¹ *Ibid.*

moyenne à environ 90 % des frais pratiqués par l'ensemble des établissements de formation recensés¹².

- Nous avons également supposé que les étudiants internationaux des catégories « Technique et professionnel » et « Autre postsecondaire » déboursaient en moyenne le même montant « Frais supplémentaires » que les étudiants internationaux de niveau universitaire¹³.
- Pour l'achat de livres, nous avons appliqué la même allocation annuelle que pour les étudiants universitaires.
- Pour ce qui est des étudiants internationaux de niveau collégial fréquentant des établissements situés dans les territoires, nous avons appliqué une valeur correspondant à la somme des éléments suivants : moyenne des frais de scolarité universitaires (ajustée selon un facteur de 0,9), moyenne des « frais supplémentaires », et allocation moyenne de 1 000 \$ pour l'achat de livres.

Quant aux étudiants internationaux de la catégorie « Autre », nous avons postulé, faute d'informations détaillées sur la nature de leurs études, qu'ils déboursaient le même montant de frais de scolarité et les mêmes dépenses liées à l'éducation que les étudiants de la catégorie « Technique et professionnel ».

5.1.2. Étudiants Langues Canada à courte durée de séjour

Selon les données de Langues Canada, les étudiants inscrits à des programmes linguistiques de courte durée payent en moyenne 317 \$ par semaine d'études en frais de scolarité.

5.2. Frais de subsistance

5.2.1. Étudiants en séjour prolongé

Dans cette sous-section, nous présentons un modèle permettant d'estimer les frais de subsistance des étudiants internationaux pendant leur séjour au Canada.

¹² Le ministère des Études supérieures de la Colombie-Britannique nous a également fourni des données détaillées sur les frais de scolarité s'appliquant aux étudiants internationaux des collèges et universités publics. Là aussi, la moyenne des frais de scolarité pratiqués pour une année scolaire passée dans un collège ou un collège universitaire équivaut à environ 90 % de la moyenne pour l'ensemble des universités et collèges publics.

¹³ Les données de l'enquête FSSUC couvrent les collèges et instituts qui offrent une formation de niveau universitaire.

Nous avons également consulté diverses sources de données pour calculer la moyenne des frais de subsistance déboursés selon les différents niveaux d'études. Le tableau 8 illustre les données concernant les frais de séjour en famille d'accueil, les frais moyens de chambre et de repas et les autres frais de subsistance de base dépensés par les étudiants internationaux, selon divers niveaux d'études.

Pour calculer les frais de subsistance dépensés dans la catégorie maternelle-secondaire, nous avons consulté les rapports gouvernementaux des provinces, concernant les frais moyens de séjour en famille d'accueil pour une période de dix mois. En l'absence de données pour les territoires, nous avons pris comme hypothèse que les frais en question étaient au moins égaux à ceux de la Colombie-Britannique¹⁴.

Au niveau universitaire, nous avons utilisé les données de l'enquête annuelle FSSUC de Statistique Canada pour calculer les frais moyens de chambre et de repas dépensés sur le campus pour une période de huit mois. Les valeurs inscrites dans la colonne « Université – Chambre et repas – Moyenne » ont été mises à l'échelle d'une année complète.

Soulignons qu'il s'agit là d'estimations relativement modérées, puisqu'elles s'appliquent à des étudiants célibataires vivant sur le campus. Les étudiants ayant une famille dépensent généralement davantage que le montant indiqué au tableau 8.

Tableau 8 Estimation du coût de la vie par étudiant international au Canada, selon le niveau d'études et selon les provinces et territoires, 2008

Province/Territoire	Secondaire		Université			Niveau d'études	
	ou moins	Technique et professionnel	Chambre et repas Moyenne	Transport	Autre postsecondaire	Autre	
Terre-Neuve-et-Labrador	6 500 \$	8 867 \$	8 268 \$	599 \$	8 867 \$	8 867 \$	
Île-du-Prince-Édouard	6 500 \$	12 022 \$	11 600 \$	423 \$	12 022 \$	12 022 \$	
Nouvelle-Écosse	6 000 \$	12 285 \$	11 744 \$	541 \$	12 285 \$	12 285 \$	
Nouveau-Brunswick	6 000 \$	11 036 \$	10 689 \$	347 \$	11 036 \$	11 036 \$	
Québec	7 000 \$	16 955 \$	16 458 \$	497 \$	16 955 \$	16 955 \$	
Ontario	7 500 \$	12 784 \$	11 963 \$	821 \$	12 784 \$	12 784 \$	
Manitoba	6 000 \$	10 275 \$	9 559 \$	716 \$	10 275 \$	10 275 \$	
Saskatchewan	7 000 \$	11 242 \$	10 842 \$	400 \$	11 242 \$	11 242 \$	
Alberta	7 000 \$	8 835 \$	7 935 \$	900 \$	8 835 \$	8 835 \$	
Colombie-Britannique	7 000 \$	11 642 \$	10 657 \$	984 \$	11 642 \$	11 642 \$	
Territoires*	7 000 \$	12 311 \$		1 340 \$	12 311 \$	12 311 \$	
Moyenne	6 682 \$	11 660 \$	10 971 \$	688 \$	11 660 \$	11 660 \$	

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : RKA, selon des données provenant de Statistique Canada et d'autres sources

¹⁴ En postulant une valeur basée sur un séjour de dix mois en famille d'accueil, nous avons supposé que les étudiants internationaux du réseau maternelle-secondaire passaient en moyenne dix mois au Canada et retournaient dans leur pays d'origine pour les vacances.

Nous avons également prévu des allocations pour les frais de transport des étudiants, selon la province et le territoire¹⁵. Nous avons utilisé à cette fin les données de l'Enquête sur les dépenses des ménages de Statistique Canada pour 2007, qui détaille les dépenses des ménages au chapitre des transports publics, par province et territoire. Les valeurs que nous avons utilisées ont trait aux dépenses médianes par foyer ayant déclaré utiliser les transports publics. Pour établir les valeurs de 2008, nous avons multiplié celles de 2007 par le taux d'augmentation des frais de transport public, selon la province/le territoire entre 2007 et 2006¹⁶.

Pour les étudiants des autres catégories d'études (technique et professionnel, autre postsecondaire, autre), nous avons postulé qu'ils dépensaient l'équivalent de ce que versent les étudiants universitaires durant une année scolaire (moyenne des frais de chambre et de repas et des frais de transport).

Puisqu'il n'existe pas de données sur les frais de subsistance des étudiants internationaux de niveau collégial qui fréquentent des établissements situés dans les territoires, nous avons appliqué les frais moyens de chambre et de repas au niveau universitaire, en plus des coûts moyens de transport public dans les territoires, pour induire la valeur de coût de la vie des étudiants collégiaux fréquentant des établissements situés dans les territoires.

En plus des frais de subsistance de base présentés ci-dessus, nous avons prévu 2 500 \$/étudiant/année en dépenses discrétionnaires (repas à l'extérieur, loisirs, divertissements, etc.).

Pour chaque province et territoire, dans chaque niveau d'études, nous avons appliqué la formule suivante pour calculer les dépenses totales :

(Nombre estimatif d'étudiants dans ce niveau d'études) X (total des éléments suivants : moyenne des frais de scolarité et des frais supplémentaires, livres, moyenne des frais de chambre et de repas, moyenne des frais de transport, moyenne des dépenses discrétionnaires) par année = Dépenses totales par étudiant international durant une année à ce niveau d'études.

5.2.2. Étudiants Langues Canada à courte durée de séjour

Selon les données de Langues Canada, un étudiant à courte durée de séjour dépense en moyenne 390 \$ par semaine d'études en frais de subsistance, y compris les dépenses discrétionnaires. Ainsi, pour les étudiants à courte durée

¹⁵ Il peut y avoir double comptage des frais de transport dans ce tableau et dans le tableau 7, du fait que certaines universités incluent le coût des laissez-passer d'autobus dans les « Frais supplémentaires ».

¹⁶ Pour un complément d'information : <http://www.statcan.gc.ca/pub/62-202-x/62-202-x2006000-fra.htm>.

de séjour (total de 1 054 664 semaines d'études) inscrits dans des programmes relevant de Langues Canada, la moyenne des dépenses hebdomadaires (y compris les frais de scolarité et les frais de subsistance de base) s'établit à 707 \$.

6. Évaluation de l'impact économique de l'éducation internationale au Canada

Dans cette section, nous combinons le nombre estimatif d'étudiants internationaux par niveau d'études et par province et territoire avec les estimations des frais d'éducation et des frais de subsistance, pour obtenir une estimation du montant total dépensé par les étudiants internationaux durant leur séjour au Canada.

À la lumière de l'information présentée dans les pages précédentes, nous avons calculé que les élèves étrangers de niveau maternelle-secondaire injectent annuellement près de 700 millions de dollars, et les étudiants de niveau universitaire plus de 3,2 milliards de dollars dans l'économie canadienne. Quant aux étudiants internationaux des autres établissements postsecondaires, nous avons estimé qu'ils contribuent à hauteur de 1,3 milliard de dollars à l'économie du pays. Ces données sont présentées au tableau 9.

Tableau 9 Estimation des dépenses totales effectuées par les étudiants internationaux au Canada par niveau d'études, et par province et territoire, 2008

Destination	Secondaire ou moins	Technique et professionnel	Université	Autre postsecondaire	Autre	Total
Terre-Neuve-et-Labrador	2 934 000 \$	1 274 000 \$	27 915 000 \$	5 522 000 \$	500 000 \$	38 145 000 \$
Île-du-Prince-Édouard	1 548 000 \$	-	10 444 000 \$	872 000 \$	-	12 864 000 \$
Nouvelle-Écosse	16 398 000 \$	3 888 000 \$	138 753 000 \$	7 387 000 \$	1 914 000 \$	168 340 000 \$
Nouveau-Brunswick	7 350 000 \$	4 192 000 \$	65 430 000 \$	6 978 000 \$	4 965 000 \$	88 915 000 \$
Québec	29 448 000 \$	32 149 000 \$	827 468 000 \$	109 320 000 \$	26 657 000 \$	1 025 042 000 \$
Ontario	240 072 000 \$	274 152 000 \$	1 223 153 000 \$	321 637 000 \$	103 238 000 \$	2 162 252 000 \$
Manitoba	18 619 000 \$	3 624 000 \$	85 473 000 \$	6 150 000 \$	1 941 000 \$	115 807 000 \$
Saskatchewan	17 184 000 \$	840 000 \$	76 544 000 \$	3 306 000 \$	1 821 000 \$	99 695 000 \$
Alberta	78 269 000 \$	48 747 000 \$	189 108 000 \$	39 737 000 \$	8 723 000 \$	364 584 000 \$
Colombie-Britannique	282 660 000 \$	234 376 000 \$	604 424 000 \$	234 991 000 \$	66 710 000 \$	1 423 161 000 \$
Territoires*	1 214 000 \$	-	-	-	-	1 214 000 \$
Total	695 696 000 \$	603 242 000 \$	3 248 712 000 \$	735 900 000 \$	216 469 000 \$	5 500 019 000 \$

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : RKA.

Au total, les étudiants qui ont séjourné six mois ou davantage au Canada en 2008 ont injecté 5,5 milliards de dollars à l'économie du pays¹⁷.

Pour résumer, la moyenne des dépenses totales par étudiant international pour l'année 2008 (comprenant les frais de scolarité, les autres frais, les livres, les frais de chambre et de repas, les frais de transport et les dépenses discrétionnaires) est estimée à 5 500 019 000 \$/178 227 = 30 860 \$. Ce chiffre concerne les étudiants internationaux ayant besoin d'un permis d'études et séjournant au moins six mois au Canada.

À cela, il faut ajouter les quelque 746 millions de dollars par année dépensés par les étudiants qui suivent une formation linguistique de courte durée. Ce montant a été calculé comme suit : 1 054 664 semaines d'études x 707 \$ de dépenses moyennes par semaine = 745 647 800 \$.

En combinant les étudiants en séjour prolongé et les étudiants à courte durée de séjour, nous estimons que les étudiants internationaux ont dépensé en 2008 un total de 6,25 milliards de dollars, ce qui représente une contribution de taille à l'économie canadienne.

Soulignons que nos calculs reposent sur diverses enquêtes et sur des données de dépenses moyennes, et qu'à ce titre nos estimations sont relativement prudentes. Nous sommes conscients que dans certains cas les dépenses effectuées pour les étudiants sont considérablement supérieures à la moyenne. Cependant, vu l'absence de données cohérentes à ce sujet, nous avons décidé de faire abstraction de cette catégorie¹⁸.

6.1. Impact économique direct

6.1.1. Étudiants en séjour prolongé

Toute comparaison entre les chiffres des services d'éducation internationale des provinces et territoires et ceux enregistrés par les autres secteurs de l'économie

¹⁷ À titre de comparaison, soulignons que, selon les données annuelles de Statistique Canada sur les activités commerciales du secteur des services, les étudiants internationaux inscrits aux collèges et universités du Canada avaient dépensé un total de 2,6 milliards de dollars en 2007. Pour un complément d'information, voir http://cansim2.statcan.gc.ca/cgi-win/cnsmcgi.pgm?Lang=F&Accessible=1&ArrayId=T978&ResultTemplate=V3764&RootDir=CII&Interactive=1&OutFmt=HTML2D&Array_Retr=1&Dim=-

¹⁸ Citons comme cas de figure qu'un rapport du MAECI indique que le Saudi Cultural Centre verse au seul titre des allocations tenant lieu de salaire plus de 16 millions de dollars par mois (195 millions de dollars par année) aux médecins et boursiers qui étudient au Canada. Le Centre paie également les frais de scolarité des étudiants et de leurs conjoints, les frais de voyage de la famille, des prestations pour enfants, l'assurance-santé, les frais dentaires et autres dépenses.

doit être interprétée en termes de poids relatif pour le PIB, l'emploi et le trésor public.

Dans cette sous-section, nous faisons appel à des multiplicateurs économiques dérivés des tableaux provinciaux d'entrées-sorties de Statistique Canada pour estimer la contribution des services d'éducation internationale au PIB, à l'emploi et au trésor public de chaque province¹⁹.

Le tableau 10 ci-dessous illustre notre estimation des dépenses totales effectuées par les étudiants internationaux qui séjournent au Canada pendant au moins six mois, et leur contribution correspondante au PIB²⁰, à l'emploi et au trésor public de la province d'accueil (valeurs de 2008)²¹.

Tableau 10 Impact économique direct des services d'éducation internationale, par province et territoire, 2008

	Dépenses totales	PIB	Emploi	Trésor public
Terre-Neuve-et-Labrador	38 145 000 \$	27 884 000 \$	440	1 417 000 \$
Île-du-Prince-Édouard	12 864 000 \$	4 313 000 \$	70	416 900 \$
Nouvelle-Écosse	168 340 000 \$	122 648 000 \$	2 360	6 599 500 \$
Nouveau-Brunswick	88 915 000 \$	68 175 000 \$	1 190	3 234 800 \$
Québec	1 025 042 000 \$	745 539 000 \$	11 840	72 539 300 \$
Ontario	2 162 252 000 \$	1 598 644 000 \$	24 420	102 674 000 \$
Manitoba	115 807 000 \$	82 817 000 \$	1 500	5 646 200 \$
Saskatchewan	99 695 000 \$	70 864 000 \$	1 260	4 590 700 \$
Alberta	364 584 000 \$	262 684 000 \$	4 240	8 780 700 \$
Colombie-Britannique	1 423 161 000 \$	1 056 820 000 \$	17 610	40 872 300 \$
Territoires*	1 214 000 \$	370 000 \$	10	11 400 \$
Total	5 500 019 000 \$	4 040 758 000 \$	64,940	246 782 800 \$

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : RKA, selon les multiplicateurs provinciaux d'entrées-sorties de Statistique Canada, 2004.

¹⁹ Statistique Canada, Multiplicateurs provinciaux d'entrées-sorties, 2004.

²⁰ Les dépenses totales (ou production industrielle) désignent la valeur des extrants produits, qu'il s'agisse d'un produit intermédiaire (p. ex. grume destinée au bois de construction) ou d'un produit final (p. ex. une poutre de construction). Si l'on calcule le PIB provincial, la valeur de la grume sera comptée plusieurs fois, depuis son état brut jusqu'à son utilisation finale comme poutre de construction, ce qui fausse le calcul. La valeur de la production industrielle totale inclut donc à la fois la valeur des intrants intermédiaires et la valeur des intrants primaires (dans ce dernier cas la main-d'œuvre et le capital de production). C'est la somme de ces valeurs, également appelée valeur ajoutée, qui est égale au produit intérieur brut provincial.

²¹ Les taxes incluses dans les tableaux d'entrées-sorties comprennent les taxes indirectes sur les produits ainsi que les taxes indirectes sur la production imposées au niveau fédéral, provincial et municipal, moins les subventions de produits et/ou de production.

En 2008, la contribution des services d'éducation internationale au PIB canadien totalisait presque 4,1 milliards de dollars. À titre de comparaison, la contribution de l'ensemble du secteur canadien des services d'éducation atteignait 60,5 milliards de dollars. On constate donc que les services d'éducation internationale comptaient pour environ 6,7 % de l'ensemble du secteur canadien des services à l'éducation.

Sur le plan de l'emploi, les services d'éducation internationale représentaient en 2008 64 940 emplois à l'échelle du pays²². Dans son ensemble, le secteur canadien des services d'éducation employait quelque 1 190 000 personnes pour la même année. Les services d'éducation internationale représentaient donc l'équivalent d'environ 5,5 % de tous les emplois du secteur des services à l'éducation pour l'année 2008.

6.1.2. Étudiants Langues Canada à courte durée de séjour

On estime que les étudiants internationaux inscrits à des programmes linguistiques de courte durée relevant de Langues Canada injectent 746 millions de dollars par année dans l'économie canadienne, ce qui représente environ 509 millions de dollars pour le PIB, 13 210 emplois et 36 millions de dollars pour le trésor public²³. Voir le tableau 11.

²² À noter que l'impact économique direct sur le PIB, l'emploi et le trésor public n'est pas attribuable au seul secteur des services d'éducation. En fait, dans chaque modèle provincial d'entrées-sorties, les dépenses totales ont été attribuées aux industries suivantes : universités et services d'éducation gouvernementaux; commerce de détail; transport en commun et transport terrestre de voyageurs; finance, assurances, immobilier et location; arts, divertissement et loisirs.

²³ Nous ne connaissons pas la ventilation provinciale/territoriale de cet effectif étudiant, mais avons postulé que la répartition provinciale/territoriale des dépenses effectuées était identique à celle des étudiants en séjour prolongé.

Tableau 11 Impact économique direct des étudiants internationaux inscrits à des programmes linguistiques de courte durée, par province et territoire, 2008

	Dépenses totales	PIB	Emploi	Trésor public
Terre-Neuve-et-Labrador	5 171 388 \$	3 484 000 \$	80	138 600 \$
Île-du-Prince-Édouard	1 743 996 \$	1 060 000 \$	30	51 800 \$
Nouvelle-Écosse	22 822 165 \$	14 748 000 \$	480	952 700 \$
Nouveau-Brunswick	12 054 371 \$	8 867 000 \$	190	463 200 \$
Québec	138 966 841 \$	97 879 000 \$	2 460	8 760 400 \$
Ontario	293 140 506 \$	204 628 000 \$	5 100	15 852 500 \$
Manitoba	15 700 169 \$	9 833 000 \$	400	819 800 \$
Saskatchewan	13 515 836 \$	7 206 000 \$	220	583 900 \$
Alberta	49 427 328 \$	33 748 000 \$	880	1 674 700 \$
Colombie-Britannique	192 940 571 \$	127 579 000 \$	3 360	7 022 900 \$
Territoires*	164 584 \$	93 000 \$	10	1 900 \$
Total	745 647 756 \$	509 125 000 \$	13 210	36 322 400 \$

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : RKA, selon les multiplicateurs provinciaux d'entrées-sorties de Statistique Canada, 2004

6.2. Comparaison du secteur des services d'éducation internationale avec d'autres secteurs d'exportation canadiens

Dans cette sous-section, nous comparons la valeur totale des services d'éducation internationale, selon les principaux pays clients, avec celle d'autres activités d'exportation canadiennes de biens et services effectuées vers ces pays. Nous comparons également la valeur des dépenses totales effectuées dans les services canadiens d'éducation internationale avec la valeur totale du secteur des exportations du pays. À noter qu'en raison de l'insuffisance des données, cette analyse ne couvre que les étudiants internationaux en séjour prolongé.

Le tableau suivant indique le nombre de détenteurs de permis d'études présents au Canada chaque année (en date du 1^{er} décembre), selon les dix principaux pays d'origine.

Tableau 12 Nombre d'étudiants internationaux au Canada selon les principaux pays d'origine, 2004 à 2008

Pays d'origine	2004	2005	2006	2007	2008
Chine, République pop. de	39 296	39 592	39 843	41 087	42 154
Corée, République de	26 719	27 251	29 035	30 084	27 440
États-Unis d'Amérique	12 589	12 676	12 357	12 003	11 317
France	6 592	6 739	7 774	8 352	8 553
Inde	5 759	6 286	6 690	6 932	7 314
Japon	9 446	9 370	8 512	7 791	6 627
Arabie saoudite	1 187	1 468	1 596	2 286	4 672
Taiwan	5 286	4 961	4 902	4 744	4 127
Hong Kong	5 671	5 173	4 765	4 485	4 126
Mexique	3 392	3 599	3 791	3 830	3 853
Dix principaux pays d'origine	115 937	117 115	119 265	121 594	120 183
Autres pays	48 167	49 285	49 985	53 445	56 740
Pays non déclarés	734	762	896	1 038	1 304
Total	164 838	167 162	170 146	176 077	178 227

Source : *Citoyenneté et Immigration Canada*

Le tableau 13 indique la répartition proportionnelle des détenteurs de permis d'études entre les principaux pays d'origine.

Tableau 13 Répartition des étudiants internationaux au Canada selon les principaux pays d'origine, 2004 à 2008

Pays d'origine	2004	2005	2006	2007	2008
Chine, Rép. pop. de	23,8	23,7	23,4	23,3	23,7
Corée, République de	16,2	16,3	17,1	17,1	15,4
États-Unis d'Amérique	7,6	7,6	7,3	6,8	6,3
France	4,0	4,0	4,6	4,7	4,8
Inde	3,5	3,8	3,9	3,9	4,1
Japon	5,7	5,6	5,0	4,4	3,7
Arabie saoudite	0,7	0,9	0,9	1,3	2,6
Taiwan	3,2	3,0	2,9	2,7	2,3
Hong Kong	3,4	3,1	2,8	2,5	2,3
Mexique	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2
Dix principaux pays d'origine	70,3	70,1	70,1	69,1	67,4
Autres pays	29,2	29,5	29,4	30,4	31,8
Total	100	100	100	100	100

Source : *Citoyenneté et Immigration Canada*

Environ les deux tiers des étrangers qui viennent étudier au Canada proviennent de dix pays principaux. Pour la période 2004-2008, c'est l'Arabie saoudite qui présente le plus fort taux de croissance parmi les dix principaux pays d'origine des étudiants, soit 40,9 % par année, contre 2,0 % pour l'ensemble de la clientèle étudiante étrangère. La France et l'Inde occupent les deuxième et troisième rangs, avec des taux de croissance moyens de 6,7 % et 6,2 % par année durant la même période. Cependant, le nombre d'étudiants internationaux provenant du Japon et de Hong Kong a annuellement décliné de 8,5 % et 7,6 % respectivement.

Globalement, le nombre d'étudiants internationaux issus de ces dix principaux pays n'a pas crû aussi rapidement que celui enregistré pour l'ensemble des étudiants internationaux.

En multipliant la moyenne des dépenses totales effectuées par étudiant en 2008 (30 860 \$; voir la section 6.1) par le nombre total d'étudiants internationaux issus de chacun des dix principaux pays d'origine, nous avons obtenu la valeur totale des exportations de services d'éducation internationale du Canada pour chacun de ces pays. Ces données sont résumées au tableau 14.

Tableau 14 Nombre d'étudiants internationaux au Canada selon les principaux pays d'origine, et valeur totale du secteur des services d'éducation internationale, 2008

<u>Pays d'origine</u>	<u>2008</u>	<u>Dépenses totales</u>
Chine, République pop. de	42 154	1 300 856 778 \$
Corée, République de	27 440	846 788 205 \$
États-Unis d'Amérique	11 317	349 238 415 \$
France	8,553	263 942 402 \$
Inde	7 314	225 707 322 \$
Japon	6 627	204 506 758 \$
Arabie saoudite	4 672	144 176 184 \$
Taiwan	4 127	127 357 687 \$
Hong Kong	4 126	127 326 827 \$
Mexique	3 853	118 902 148 \$
Dix principaux pays d'origine	120 183	3 708 802 726 \$
Autres pays	56 740	1 750 975 318 \$
Pays non déclarés	1 304	40 240 956 \$
Total	178 227	5 500 019 000 \$

Source : Citoyenneté et Immigration Canada; RKA

À noter que les montants indiqués au tableau 14 sont une sous-estimation de la valeur « réelle » des exportations canadiennes de services à l'éducation, du fait que seuls ont été comptabilisés les étudiants qui séjournent au Canada pendant au moins six mois, à l'exclusion de ceux inscrits à des programmes d'éducation et de formation de courte durée. En outre, nous n'avons pas comptabilisé les services d'éducation canadiens dispensés dans des campus hors-Canada.

Nous avons par ailleurs comparé les exportations canadiennes de services d'éducation internationale dans chacun des dix principaux pays clients avec les autres exportations de biens vers ces mêmes pays. Ainsi, dans le cas de la République populaire de Chine, le Canada a exporté en 2008 pour 1,3 milliard de dollars de services d'éducation internationale, soit davantage que dans toute autre des dix principales catégories d'exportations de biens vers la Chine²⁴. Les services d'éducation internationale occupent également un rang élevé par rapport aux autres activités d'exportation que nous avons avec la République de Corée, la France, l'Inde, l'Arabie saoudite, Taïwan et Hong Kong. Voir à ce sujet le tableau 15.

²⁴ Pour recréer la série de données utilisée par l'équipe de RKA, voir http://www.ic.gc.ca/sc_mrkti/tdst/tdo/tdo.php#tag – Période 2008, Recherche par produit « 25 premiers groupes de produits – codes HS4 », et chaque pays choisi individuellement.

Tableau 15 Comparaison entre les services d'éducation internationale et les principales autres exportations de biens du Canada avec les dix principaux pays d'origine des étudiants internationaux, 2008

Exportation/ classement	Chine, République populaire de	Corée, République de	États-Unis	France	Inde	Japon	Arabie saoudite	Taiwan	Hong Kong	Mexique
1	SERVICES D'ÉDUCATION 1,301 B\$	HOUILLES 1,272 B\$	PÉTROLE BRUT 63,7 B\$	MOTEURS D'AVION 536,9 M\$	ENGRAIS 688 M\$	HOUILLES 2,3 B\$	ORGE 225,1 M\$	NICKEL SOUS FORME BRUTE 253,3 M\$	NICKEL SOUS FORME BRUTE 241,3 M\$	GRAINES DE NAVETTE OU DE COLZA 821,5 M\$
2	ALCOOLS ACYCLIQUES 869,5 M\$	SERVICES D'ÉDUCATION 846,8 M\$	PÉTROLE LIQUÉFIÉ 36,3 B\$	HUILES DE PÉTROLE NON BRUT 307,1 M\$	LÉGUMINEUSES 422,8 M\$	GRAINES DE NAVETTE OU DE COLZA 1,4 B\$	SERVICES D'ÉDUCATION 144,2 M\$	PÂTES CHIMIQUES DE BOIS 138,9 M\$	OR 193 M\$	PIÈCES DE VÉHICULES AUTOMOBILES 479,2 M\$
3	PÂTES CHIMIQUES DE BOIS 858,5 M\$	PÂTES CHIMIQUES DE BOIS 239,6 M\$	VÉHICULES AUTOMOBILES 33,7 B\$	SERVICES D'ÉDUCATION 263,9 M\$	PAPIER JOURNAL 232,3 M\$	VIANDES DE PORCINS 801,6 M\$	PÂTES CHIMIQUES DE BOIS 65,6 M\$	SERVICES D'ÉDUCATION 127,4 M\$	PELLETIERES BRUTES 148,3 M\$	CIRCUITS ÉLECTRONIQUES 464,4 M\$
4	GRAINES DE NAVETTE OU DE COLZA 782,5 M\$	PRODUITS DU NICKEL 220,9 M\$	PÉTROLE NON BRUT 14,6 B\$	PIÈCES D'AVION 242,5 M\$	SERVICES D'ÉDUCATION 225,7 M\$	BOIS D'OEUVRE 760,1 M\$	PAPIERS NON COUCHÉS 56,4 M\$	HOUILLES 118,4 M\$	SERVICES D'ÉDUCATION 127,3 M\$	VÉHICULES AUTOMOBILES 332,9 M\$
5	NICKEL SOUS FORME BRUTE 703,9 M\$	PÂTES MI-CHIMIQUES DE BOIS 145,5 M\$	PIÈCES DE VÉHICULES AUTOMOBILES 9,9 B\$	SANG 180,9 M\$	PÂTES CHIMIQUES DE BOIS 76,7 M\$	MINÉRAIS DE CUIVRE 737,7 M\$	CHARS ET AUTRES VÉHICULES BLINDÉS 47,2 M\$	MINÉRAIS DE FERS 86,7 M\$	MOLLUSQUES 65,8 M\$	POSTES TÉLÉPHONIQUES 195,3 M\$
6	SOUFRE 686 M\$	MINÉRAIS DE CUIVRE \$143.2M	ALUMINIUM SOUS FORME BRUTE 5,9 B\$	MINÉRAIS DE FER 160,9 M\$	VÉHICULES AÉRIENS 70,7 M\$	BLÉ \$550.9M	PAPIER JOURNAL 45,2 M\$	PRODUITS DU NICKEL 80,4 M\$	ANIMAUX COMESTIBLES 62,8 M\$	BLÉ 179,1 M\$
7	ENGRAIS 534,9 M\$	ALUMINIUM SOUS FORME BRUTE 141,2 M\$	MÉDICAMENTS 4,1 B\$	URANIUM 98,4 M\$	POSTES TÉLÉPHONIQUES 62,2 M\$	ALUMINIUM SOUS FORME BRUTE 511,1 M\$	APPAREILS DE LEVAGE 26,3 M\$	BOIS D'OEUVRE 59,3 M\$	PARTIES DE PLANTES 62,3 M\$	PIÈCES DE MACHINERIE 173,6 M\$
8	PÂTES MI-CHIMIQUES DE BOIS 409,8 M\$	VIANDE DE PORCINS 118,4 M\$	VÉHICULES AÉRIENS 5,1 B\$	HOUILLES 88,6 M\$	OR 59,9 M\$	PÂTES CHIMIQUES DE BOIS 421,4 M\$	FILS DE CUIVRE \$21.1M	POLYMÈRES D'ÉTHYLÈNE 56,7 M\$	VIANDE DE PORCINS 58,5 M\$	HOUILLES 148,8 M\$
9	MINÉRAIS DE FER 315,6 M\$	URANIUM 63,8 M\$	POLYMÈRES 3,9 B\$	POSTES TÉLÉPHONIQUES 86,5 M\$	MINÉRAIS DE CUIVRE 46 M\$	COBALT 206,6 M\$	CENDRES ET RÉSIDUS CONTENANT DU MÉTAL 20,6 M\$	PEAUX BRUTES 54,7 M\$	PAPIER JOURNAL 56,5 M\$	BARRES/ PROFILÉS D'ACIER 133,2 M\$
10	HUILE DE NAVETTE, COLZA OU MOUTARDE 269 M\$	BLÉ 61,6 M\$	ÉNERGIE ÉLECTRIQUE 3,8 B\$	PAPIER JOURNAL 85,3 M\$	AMIANTE 44 M\$	SERVICES D'ÉDUCATION 204,5 M\$	SÉCHOIRS NON DOMESTIQUES 19,1 M\$	PÂTES MI-CHIMIQUES DE BOIS 43,5 M\$	DÉBRIS DE PLASTIQUES 49,4 M\$	ALUMINIUM SOUS FORME BRUTE 127,6 M\$
NE FIGURE PAS DANS LES 10 PREMIERS			SERVICES D'ÉDUCATION 349,2 M\$							SERVICES D'ÉDUCATION 118,9 M\$

Source : Calcul par RKA des services d'éducation; Données sur le commerce en direct - Industrie Canada

À titre de comparaison, nous indiquons également la valeur des services d'éducation internationale pour chacun des dix principaux pays d'origine en proportion de la valeur totale des exportations de biens vers ces pays. (Voir le tableau 16.)

Tableau 16 Comparaison des services d'éducation internationale avec les exportations totales de biens du Canada vers chacun des dix principaux pays d'origine des étudiants internationaux et vers tous les pays, 2008

	Services d'éducation	Exportations totales de biens	Services d'éducation par rapport aux exportations totales de biens
Chine, République populaire de	1,301 B\$	10,471 B\$	12,4 %
Corée, République de	846,8 M\$	3,836 B\$	22,1 %
États-Unis	349,2 M\$	375,481 B\$	0,1 %
France	263,9 M\$	3,241 B\$	8,1 %
Inde	225,7 M\$	2,417 B\$	9,3 %
Japon	204,5 M\$	11,091 B\$	1,8 %
Arabie saoudite	144,2 M\$	1,009 B\$	14,3 %
Taiwan	127,4 M\$	1,563 B\$	8,2 %
Hong Kong	127,3 M\$	1,771 B\$	7,2 %
Mexique	118,9 M\$	5,843 B\$	2,0 %
Total pour le Canada	5,5 B\$	483,630 B\$	1,1 %

Source : RKA; Exportations de marchandises du Canada (base douanière – MAECI 2009

Malgré leur faible valeur relative par rapport aux exportations totales de biens vers des pays comme le Japon et les États-Unis, les services d'éducation internationale contribuent substantiellement aux exportations totales du Canada vers des pays comme la République populaire de Chine, la Corée du Sud et l'Arabie saoudite.

7. Retombées additionnelles en termes d'activités touristiques

Le surcroît d'activités touristiques engendré par les membres de la famille et les amis qui visitent le pays d'accueil des étudiants internationaux, durant le séjour de ces derniers, représente une retombée supplémentaire de l'éducation internationale pour le pays hôte.

Au Canada, il n'existe pas de recherche ou de données statistiques officielles à ce sujet. Les données présentées dans cette section sont tirées de recherches menées dans d'autres pays et/ou inférées par l'observation empirique.

Selon une récente étude australienne [Australian Council for Private Education and Training (ACPET), 2009], pour chaque tranche de dix étudiants en visite d'éducation « formelle » (c'est-à-dire dont le but premier de la visite en Australie est l'éducation), on dénombre cinq autres personnes (membres de la famille et amis) en visite au pays. Pour les étudiants en visite « informelle » (dont le but premier de la visite en Australie n'est pas l'éducation mais qui ont quand même suivi un cours durant leur séjour), chaque tranche de dix étudiants amène deux visiteurs de plus.

Tableau 17 Nombre de visiteurs (amis et membres de la famille) par étudiant international , Australie, 2006

	Étudiant en visite « formelle »	Étudiant en visite « informelle »	Tous les étudiants	
Membres de la famille	0,3	0,1	0,4	
Amis	0,2	0,1	0,3	
Total	0,5	0,2	0,7	

Source : *Tourism Research Australia 2007, reproduit de ACPET 2009*

En admettant une tendance similaire pour les étudiants internationaux qui séjournent au Canada, on peut conclure que le Canada accueille chaque année jusqu'à 109 000 proches et amis d'étudiants internationaux, comme l'indique le tableau 18 ci-dessous.

Tableau 18 Nombre de visiteurs (amis et membres de la famille) pour l'ensemble des étudiants internationaux au Canada

	Étudiant en visite « formelle »	Étudiant en visite « informelle »	Tous les étudiants
Membres de la famille	53 468	10 194	63 662
Amis	35 645	10 194	45 840
Total	89 114	20 389	109 502

Source : RKA

Pour ce qui est des dépenses de voyage, nos données proviennent de la publication de Statistique Canada intitulée *Voyages internationaux, 2007*, selon laquelle les 4 116 000 personnes ayant passé une nuit ou plus au Canada ont dépensé en moyenne 732 \$²⁵. (Nombre moyen de nuits passées au Canada : 6,9.)

Le tableau 19 résume nos estimations des possibles retombées résultant de la venue au Canada des membres de la famille et des amis des étudiants internationaux.

Tableau 19 Dépenses des visiteurs (amis et membres de la famille) des étudiants internationaux au Canada

	Étudiant en visite « formelle »	Étudiant en visite « informelle »	Tous les étudiants
Étudiants	130 462 164 \$	74 622 276 \$	205 084 440 \$
Avec membres de la famille en visite	39 138 649 \$	7 462 228 \$	46 600 877 \$
Avec amis en visite	26 092 433 \$	7 462 228 \$	33 554 660 \$
Total	195 693 246 \$	89 546 731 \$	285 239 977 \$

Source : RKA

Par conséquent, on peut estimer à 285 240 000 \$ par année la valeur du surcroît d'activité touristique imputable aux étudiants internationaux ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs amis.

²⁵ Voir <http://www.statcan.gc.ca/pub/66-201-x/2007000/tablesectlist-listetableauxsect-fra.htm> pour de l'information sur les voyages internationaux.

Nous avons évalué l'incidence économique de ces dépenses touristiques sur le PIB (environ 161 M\$), l'emploi (5 330 emplois) et le trésor public (8 M\$)²⁶. Voir le tableau 20²⁷.

²⁶ Nous n'avons pu établir la répartition de ces « touristes » par province/territoire, mais on peut postuler que la répartition de leurs dépenses par province/territoire est identique à celles des dépenses effectuées par les étudiants en séjour prolongé.

²⁷ Dans l'estimation de l'impact économique direct des activités touristiques sur le PIB, l'emploi et le trésor public, les dépenses totales effectuées dans chaque province ont été réparties entre les industries suivantes : universités et services d'éducation gouvernementaux; commerce de détail; transport en commun et transport terrestre de voyageurs; finance, assurances, immobilier et location; arts, divertissement et loisirs.

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

Tableau 20 Impact économique direct de l'activité touristique des étudiants internationaux et des membres de leur famille/de leurs amis, 2008

	Estimation des dépenses touristiques totales	PIB	Emploi	Trésor public
Terre-Neuve-et-Labrador	1 978 262 \$	1 085 000 \$	40	58 000 \$
Île-du-Prince-Édouard	667 148 \$	333 000 \$	10	18 600 \$
Nouvelle-Écosse	8 730 388 \$	4 273 000 \$	170	275 000 \$
Nouveau-Brunswick	4 611 277 \$	2 242 000 \$	90	95 100 \$
Québec	53 160 354 \$	30 082 000 \$	1 030	1 471 000 \$
Ontario	112 137 924 \$	63 988 000 \$	2 060	3 343 900 \$
Manitoba	6 005 940 \$	3 323 000 \$	110	235 400 \$
Saskatchewan	5 170 346 \$	2 430 000 \$	90	148 700 \$
Alberta	18 907 922 \$	10 151 000 \$	330	404 200 \$
Colombie-Britannique	73 807 456 \$	42 791 000 \$	1 400	2 280 600 \$
Territoires*	62 960 \$	32 000 \$	1	1 200 \$
Total	285 239 977 \$	160 730 000 \$	5 331	8 331 700 \$

*Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source : RKA, selon les multiplicateurs provinciaux d'entrées-sorties de Statistique Canada, 2004.

8. Études de cas : Pratiques exemplaires au niveau provincial et local

Lors de la mise sur pied du projet, le MAECI souhaitait également que l'équipe de consultants examine comment se déroulent les activités de promotion, de collecte des données et d'interaction, à l'échelle provinciale et à l'échelle locale. Nous avons choisi pour nos études de cas la province du Manitoba et sa Direction de l'éducation internationale, et le programme d'éducation internationale de la Thompson Rivers University à Kamloops (Colombie-Britannique).

8.1. Manitoba

Le contenu des paragraphes suivants est tiré d'entrevues menées avec Darcy Rollins (Directeur de l'éducation internationale, gouvernement du Manitoba) et Donna Everitt (analyste en politiques, Éducation internationale, gouvernement du Manitoba), et de documents publiés sur le site Web de la Direction de l'éducation internationale du Manitoba.

Création :

La Direction de l'éducation internationale a été créée en 2000 et compte deux employés à plein temps. Placée sous la responsabilité du ministère de la Compétitivité, de la Formation professionnelle et du Commerce, elle collabore étroitement avec le ministère de l'Éducation, de la Citoyenneté et de la Jeunesse, le ministère de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation, et le ministère du Travail et de l'Immigration.

Mission/champ d'action de la Direction de l'éducation internationale :

La DEI a un vaste champ d'action, qui couvre les établissements d'enseignement publics et privés (écoles et divisions scolaires, universités et collèges, établissements de formation linguistique et établissements d'enseignement professionnel) et a pour mission de rehausser le profil du Manitoba en tant que centre économique concurrentiel, lieu propice aux investisseurs, destination de choix pour les immigrants et les étudiants internationaux et membre responsable de la collectivité mondiale. Voici quel est son rôle : favoriser la compréhension du monde et accroître les connaissances des Manitobains sur les différentes cultures par des échanges éducatifs internationaux qui profitent à toutes les parties; faire en sorte que les bienfaits de l'éducation internationale profitent au maximum à l'économie de la province tout en favorisant une approche holistique

de l'éducation internationale qui interpellera tous les niveaux d'éducation, tous les intervenants, tous les domaines d'étude et de formation et toutes les régions du Manitoba; faire connaître le Manitoba sur la scène internationale en tant que lieu privilégié d'enseignement offrant des programmes, des services et des produits d'éducation et de formation abordables et de grande qualité.

Rôle futur de la DEI :

Au cours des prochaines années, la DEI souhaite concrétiser les objectifs de la Stratégie d'éducation internationale du Manitoba (voir <http://www.gov.mb.ca/ie/about/mandate.fr.html>).

Accès :

La DEI collaborera avec le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires à des projets concernant l'immigration et les permis d'études, et elle s'efforcera de déterminer les marchés internationaux et les secteurs les plus prometteurs dans les domaines de l'éducation et de la formation.

Promotion :

La DEI organisera également des campagnes de promotion commerciale du Manitoba et appuiera au besoin les activités de marketing des établissements et des divisions scolaires, tout en élaborant du matériel de promotion (brochures, sites Web, CD, etc.) couvrant l'ensemble du réseau éducatif.

Renforcement des capacités :

La DEI coordonnera le renforcement des capacités provinciales à exécuter des programmes d'éducation internationale et en facilitera une mise en œuvre concertée quand c'est souhaitable, et elle encouragera l'accroissement et la diversification des activités d'éducation internationale menées dans les établissements manitobains. En outre, elle incitera les établissements et les divisions scolaires qui sont inactifs au chapitre de l'éducation internationale à s'engager dans ce domaine, tout en encourageant les établissements actifs à rehausser leur capacité à offrir des programmes de qualité. Enfin, elle s'emploiera à cerner et à résoudre les problèmes auxquels s'opposent les divisions scolaires du Manitoba dans l'établissement de solides programmes d'éducation internationale.

Ressources :

La DEI facilitera l'accès aux ressources sur les pratiques exemplaires, les normes de service et les nouveaux enjeux, et elle s'emploiera à enrichir l'information disponible, notamment en ce qui concerne le Manitoba, tout en recueillant et communiquant des renseignements sur les possibilités et les sources de financement de l'éducation internationale. La Direction offrira

également un cadre d'orientation qui étayera le développement de l'éducation internationale au Manitoba, et elle établira, pour ses propres besoins et pour les besoins des établissements intéressés, des critères permettant d'évaluer les occasions qui s'offrent au Manitoba.

Défense des intérêts :

La Direction de l'éducation internationale représentera les intérêts du Manitoba auprès des diverses associations (nationales, gouvernementales, etc.) s'occupant d'éducation internationale. Elle servira d'intermédiaire avec les établissements et les divisions scolaires, tout en jouant un rôle de coordination avec les autres ministères manitobains et les autres instances canadiennes.

Communication avec les agences homologues :

Sur une base régulière ou ponctuelle, la DEI communique avec ses homologues fédéraux, provinciaux et territoriaux ainsi qu'avec des organisations nationales et internationales au sujet des questions relatives à l'éducation internationale. Au nom du gouvernement provincial, elle copréside le Comité consultatif fédéral-provincial sur les activités internationales liées à l'éducation (CCFPAIE), au sein duquel le Manitoba est également représenté par des porte-parole du ministère de l'Éducation, de la Citoyenneté et de la Jeunesse et du ministère de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation. Sur le plan national, sous l'égide du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC), le Manitoba dirige les discussions fédérales-provinciales/territoriales visant à coordonner les efforts mis en œuvre partout au pays pour promouvoir le Canada à l'échelle internationale. La DEI collabore étroitement avec Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) concernant divers dossiers (politiques de gestion du risque en éducation internationale, permis d'études, etc.). Le Manitoba collabore également avec diverses organisations vouées à l'éducation internationale.

Relations avec les secteurs de l'éducation du Manitoba :

La DEI travaille en étroite concertation avec les divers secteurs de l'éducation du Manitoba et sert tous les établissements et organismes et le grand public pour toute question liée à l'éducation internationale. Elle est un membre non votant et participant actif de l'instance sectorielle provinciale chargée de l'éducation internationale ([Conseil manitobain pour l'éducation internationale](#)), qui chapeaute les écoles publiques/privées du Manitoba, les établissements postsecondaires et les fournisseurs de programmes linguistiques. La responsabilité globale de ces établissements est confiée au ministère de l'Éducation, de la Citoyenneté et de la Jeunesse, au ministère de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation, ainsi qu'au ministère du Travail et de l'Immigration.

Collecte d'information :

La DEI effectue chaque année une enquête sur les inscriptions d'étudiants internationaux dans les écoles publiques/privées du Manitoba, les établissements postsecondaires et les fournisseurs de programmes linguistiques. Pour information : http://www.gov.mb.ca/ie/ie_res/st_rep.html.

Rôle de la DEI dans la promotion du Manitoba auprès des étudiants internationaux:

La DEI est le premier point de contact pour les questions d'éducation internationale; elle met en œuvre la politique d'éducation internationale et elle répond aux demandes de renseignements des étudiants internationaux, des intermédiaires et des partenaires institutionnels. Elle communique avec les établissements et organisations pour coordonner le recrutement, elle organise et dirige des missions à l'étranger, elle offre une assistance marketing et elle élabore des stratégies de mise en marché pour promouvoir les possibilités d'éducation offertes par le Manitoba. La DEI produit et tient à jour des documents de promotion et un site Web qui mettent en valeur les opportunités d'éducation qu'offre la province aux étudiants internationaux.

Collecte de données

Un organisme national (Citoyenneté et Immigration Canada) récolte et tient des données sur les étudiants internationaux au Canada. Or si les données de CIC fournissent des études comparatives interprovinciales à long terme sur les détenteurs de permis de séjour, elles reposent sur une méthodologie qui ne couvre pas tous les étudiants internationaux séjournant au Manitoba ou au Canada (type de programme, niveau d'études, durée du séjour, etc.). Pour cette raison, le Manitoba serait intéressé à discuter des façons d'améliorer la collecte et la tenue des données. Des discussions sur les améliorations à apporter aux données sur l'éducation en général, y compris sur l'éducation internationale, sont déjà en cours au sein du CMEC et du Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation (CSCE), organe réunissant le CMEC et Statistique Canada. La recherche sur l'éducation internationale cadre également avec les intérêts de recherche généraux du CMEC. Si jamais l'on envisageait de créer un autre organisme pour recueillir des données ET spécialement pour promouvoir l'éducation internationale, il serait essentiel de consulter les provinces et les territoires.

Objectifs futurs :

La DEI aimerait faire une évaluation exhaustive de l'impact économique de la clientèle étudiante étrangère du Manitoba, y compris des retombées secondaires associées au travail et aux loisirs des étudiants internationaux, aux visites effectuées par les membres de leur famille et leurs amis et autres multiplicateurs économiques, et disposer d'informations similaires sur les autres provinces/territoires ainsi que sur les autres pays. La province fait face à des problèmes de capacités au niveau institutionnel et systémique : une meilleure

sensibilisation à l'importance de cette activité et de ses retombées positives pour les divers réseaux d'éducation, pour l'économie et pour notre influence internationale pourrait contribuer à intensifier le soutien accordé à sa croissance et à son avancement.

8.2. Thompson Rivers University

La Thompson Rivers University (TRU) accueille une forte clientèle étrangère depuis quelques années. En fait, comparativement aux quatre autres universités de la province, c'est à TRU que les inscriptions d'étudiants internationaux au premier cycle ont le plus fortement augmenté entre 2004-2005 et 2007-2008.

Contingent d'étudiants internationaux	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	Moyenne Croissance annuelle
TRU	925	1 003	1 112	1 526	18 %
SFU	2 094	2 384	2 524	2 802	10 %
UBC	4 720	5 563	5 755	6 112	9 %
UNBC	183	169	192	210	5 %
UVIC	1 595	1 683	1 714	1 620	1 %

Source : ministère de l'Enseignement supérieur de la C.-B.

Il importe également de souligner que la proportion d'étudiants internationaux par rapport à l'ensemble de la population étudiante inscrite à temps plein et à temps partiel, est plus élevée à TRU que la moyenne des six universités de recherche publiques de la C.-B. (Royal Roads University, Simon Fraser University, Thompson Rivers University, University of British Columbia – campus d'Okanagan et campus de Vancouver, University of Northern BC et University of Victoria). C'est ce que montre le tableau²⁸ :

2006-2007	RRU	SFU	TRU	UBCO	UBCV	UNBC	UVic	Total
Pourcentage d'étudiants internationaux dans	38 %	10 %	12 %	3 %	13 %	5 %	9 %	12 %

Source : Chiffres issus de la base de données sur l'éducation supérieure en Colombie-Britannique, disponible à <http://www.bcheadset.com/>

La forte croissance observée dans la capacité de TRU à attirer des étudiants internationaux peut être attribuée à la détermination de cette université à se

²⁸ À noter que la majorité des étudiants internationaux de la Royal Roads University (RRU) sont inscrits au programme de MBA offert à l'étranger. C'est pourquoi le ratio d'étudiants internationaux à TRU est supérieur à la moyenne quand on exclut les inscriptions à cette université.

tailler un créneau de marché particulier, ainsi qu'aux efforts concertés déployés par le service TRU World.

L'internationalisation est devenue un aspect crucial du secteur très compétitif qu'est le recrutement postsecondaire. Face au déclin de la clientèle étudiante nationale, l'inscription d'étudiants internationaux permet souvent d'assurer le maintien d'un effectif suffisant pour recruter et maintenir en poste le personnel enseignant, voire pour préserver ou mettre sur pied des programmes complets.

« Divers motifs impérieux poussent les établissements canadiens à s'ouvrir à l'international. On en connaît bien les avantages pour nos étudiants, nos établissements, nos collectivités locales et notre pays. L'ouverture internationale génère un vaste éventail d'échanges économiques, culturels et scientifiques, échange qui ne fera qu'augmenter en intensité et en importance dans une société planétaire de plus en plus interdépendante. L'internationalisation mène donc à la citoyenneté mondiale, tant pour nos établissements que pour nos étudiants. »

*Roger H. Barnsley
Président et vice-chancelier de TRU
Table ronde de l'AUCC 2006*

TRU attribue son succès aux facteurs suivants²⁹ :

- Asseoir l'internationalisation sur une vision claire.

La clarté du but, et son degré d'articulation dans les politiques et les pratiques d'engagement international, jouent un rôle essentiel dans la focalisation et la priorisation des actions de l'établissement et dans la formulation efficace de ses buts et stratégies. La politique internationale de TRU établit clairement les principes directeurs et les axes de son action internationale. Voici un extrait de la section introductive de son énoncé de politique : « Avec l'interdépendance croissante de l'activité économique, les sociétés doivent travailler de concert à l'émergence d'une économie mondiale stable et pacifique. La compréhension culturelle est un important précurseur du resserrement des relations économiques, et l'éducation est un vecteur de premier plan pour l'intensification de ces liens culturels et sociaux ».

- Reconnaître que la participation à l'internationalisation nécessite un engagement de temps et de ressources au niveau institutionnel, départemental et individuel. Encourager une culture d'entrepreneuriat et offrir des incitations à participer aux initiatives internationales. Les liens noués outre-mer, les programmes offerts à l'étranger, les inscriptions d'étudiants internationaux et la formation à contrat dans son portefeuille

²⁹ Tiré de http://www.truworld.ca/_shared/assets/internationalization6667.pdf

d'activités ont permis à TRU de consolider ses capacités internationales : plus de 30 personnes travaillent au sein de la division internationale pour diriger les efforts de l'établissement, qui a ainsi pu offrir à son corps professoral et à ses étudiants de nouvelles possibilités (programmes d'études à l'étranger, stages de terrain, initiatives de recherche conjointes, affectations et projets outre-mer, échanges culturels, etc.) qui, l'une comme l'autre, ont contribué à une plus grande internationalisation du campus et à l'émergence d'une perspective d'action à l'échelle globale.

Le processus d'internationalisation peut engendrer de nombreux bénéfices :

- De riches échanges culturels sur le campus et dans la collectivité.
- L'occasion pour les étudiants (tant canadiens qu'étrangers) de nouer des partenariats potentiels pour l'avenir.
- L'exposition des étudiants canadiens à d'autres perspectives.
- Des programmes d'échange scolaire pour les étudiants canadiens (études à l'étranger).
- Des possibilités d'échange de professeurs.
- L'accroissement de l'effectif étudiant.
- Des retombées économiques (au niveau institutionnel/régional).

De fait, le recrutement d'étudiants internationaux au campus de TRU a eu de substantielles retombées économiques, comme en témoigne le rapport intitulé *The Economic Impact of Thompson River University's International Students on the Kamloops Economy: 2005-06* (Seldon, 2005). Voici quelques-unes de ces retombées économiques locales :

- Au niveau actuel, la clientèle étudiante étrangère de la Thompson Rivers University contribue directement pour environ 22 688 000 \$ par année à l'économie de Kamloops. Avec les effets multiplicateurs, la contribution atteint annuellement quelque 41,6 millions de dollars.
- Les initiatives d'internationalisation génèrent actuellement pour TRU des revenus additionnels de plus de 12 millions de dollars par an. Les départements qui accueillent un grand nombre d'étudiants internationaux bénéficient de cet argent supplémentaire, qui subventionne également de nombreuses autres initiatives sur l'ensemble du campus.
- Jusqu'à 10 % de plus dans la capacité d'accueil d'étudiants canadiens.

« À titre d'exemple, supposons que, sur les 10,6 M\$ que les étudiants internationaux internationaux verseront en 2005-2006 en frais de scolarité et en droits divers, TRU en utilise 8 M\$ pour embaucher à parts égales du personnel enseignant et non enseignant, à raison de 75 000 \$ par enseignant et 45 000 \$ par non-enseignant (avantages sociaux compris). Considérant un coût moyen pondéré de 60 000 \$ par employé en salaires et en avantages sociaux, TRU pourrait ainsi embaucher 66,7 nouveaux professeurs à temps plein. Supposons que chaque nouveau professeur donne en moyenne sept cours, que le nombre moyen d'élèves par cours soit de 30, et que (selon l'estimation des frais de scolarité) chaque étudiant étranger s'inscrive à 9,5 cours.

Cela aurait pour effet de créer 14 000 nouvelles places, dont 7 686 seraient occupées par des étudiants internationaux. Il reste un solde net disponible de 6 314 nouvelles places pour les étudiants canadiens, ce qui équivaut à 631 nouveaux étudiants canadiens à plein temps, et donc une augmentation d'environ 10 % de la capacité de TRU, financée exclusivement par les inscriptions d'étudiants internationaux. »

*James R. Seldon, Département d'économie de TRU
The Economic Impact of TRU's International Students
on the Kamloops Economy: 2005–2006 Update*

- Jusqu'à 70 millions de dollars en retombées additionnelles découlant des travaux récents et actuels de construction effectués à Kamloops.

Indirectement, la présence d'étudiants internationaux a également contribué à doter Kamloops d'un réseau local de transports en commun³⁰.

³⁰ Basé sur des recherches précédentes de RKA.

9. La performance du Canada dans le marché mondial

Il est également intéressant de comparer comment le Canada se situe, dans le marché des services d'éducation internationale, face aux autres pays industrialisés qui font de la promotion auprès des étudiants internationaux des niveaux supérieurs. Comme signalé précédemment, pour demeurer concurrentiel dans l'arène économique mondiale, le Canada doit enrichir son bassin de talents en attirant les meilleurs cerveaux dans des domaines très diversifiés : sciences et recherche-développement, développement économique, diversification culturelle, etc. En plus de contribuer substantiellement à l'économie des collectivités d'accueil locales, les étudiants internationaux peuvent également s'avérer pour notre économie une précieuse source de main-d'œuvre hautement qualifiée, en cette époque où l'hémisphère occidental risque de connaître des pénuries de main-d'œuvre, particulièrement parmi les meilleures compétences de pointe.

Cette section présente des données de l'Institut des statistiques de l'UNESCO concernant la mobilité des étudiants internationaux au niveau tertiaire, par pays. Le tableau 21 indique le nombre d'étudiants internationaux dans les principaux pays d'accueil, de 1999 à 2007.

Tableau 21 Nombre d'étudiants internationaux de niveau tertiaire dans les principaux pays d'accueil, 1999 à 2007

Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Pays d'accueil									
Australie	117 485	105 764	120 987	179 619	188 160	166 954	177 034	184 710	211 526
Japon	56 552	59 691	63 637	74 892	86 505	117 903	125 917	130 124	125 877
Nouvelle-Zélande	6 900	8 210	11 069	17 732	26 359	41 422	40 774	...	33 047
Canada	40 033	40 404	45 693	52 596	59 874	70 023	75 546	68 520	...
France	130 952	137 085	147 402	165 437	221 567	237 587	236 518	247 510	246 612
Allemagne	178 195	187 033	199 132	219 039	240 619	260 314	259 797	207 994	206 875
Royaume-Uni	232 540	222 936	225 722	227 273	255 233	300 056	318 399	330 078	351 470
États-Unis	451 935	475 169	475 168	582 996	586 316	572 509	590 158	584 719	595 874
... Données non disponibles									
Total mondial	1 643 307	1 760 866	1 839 431	2 146 820	2 388 057	2 462 151	2 499 720	2 560 862	2 600 367

Source : Institut des statistiques de l'UNESCO

Le tableau 22 précise l'évolution interannuelle du nombre d'étudiants internationaux dans ces pays, et le taux moyen de croissance annuelle durant cette période.

Tableau 22 Évolution du nombre d'étudiants internationaux de niveau tertiaire dans les principaux pays d'accueil, 1999 à 2007

Période	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Taux moyen de croissance annuelle
Pays d'accueil									
Australie	-10 %	14 %	48 %	5 %	-11 %	6 %	4 %	15 %	8 %
Japon	6 %	7 %	18 %	16 %	36 %	7 %	3 %	-3 %	11 %
Nouvelle-Zélande	19 %	35 %	60 %	49 %	57 %	-2 %	22 %
Canada	1 %	13 %	15 %	14 %	17 %	8 %	-9 %	...	8 %
France	5 %	8 %	12 %	34 %	7 %	0 %	5 %	0 %	8 %
Allemagne	5 %	6 %	10 %	10 %	8 %	0 %	-20 %	-1 %	2 %
Royaume-Uni	-4 %	1 %	1 %	12 %	18 %	6 %	4 %	6 %	5 %
États-Unis	5 %	0 %	23 %	1 %	-2 %	3 %	-1 %	2 %	4 %
... Données non disponibles									
Total mondial	7 %	4 %	17 %	11 %	3 %	2 %	2 %	2 %	6 %

Source : Institut des statistiques de l'UNESCO

Parmi tous les pays comparés, c'est en Nouvelle-Zélande et au Japon que le nombre d'étudiants internationaux de niveau collégial et universitaire a le plus augmenté. Le Canada se situe à peu près dans la moyenne, quoique les plus récentes données (2006) révèlent un déclin dans le nombre d'étudiants internationaux au Canada par rapport à l'année précédente.

Le tableau 23 indique le nombre d'étudiants internationaux de niveau tertiaire qui étaient présents dans ces pays en 2006 (plus récente année pour laquelle nous disposons de données pour le Canada), et leur proportion du marché mondial.

Tableau 23 Nombre d'étudiants internationaux de niveau tertiaire dans les principaux pays d'accueil et part de marché, 2006

Année	2006 Proportion	
Pays d'accueil		
Australie	184 710	7,2 %
Japon	130 124	5,1 %
Nouvelle-Zélande
Canada	68 520	2,7 %
France	247 510	9,7 %
Allemagne	207 994	8,1 %
Royaume-Uni	330 078	12,9 %
États-Unis	584 719	22,8 %
... Données non disponibles		
Total mondial	2 560 862	100,0 %

Source : Institut des statistiques de l'UNESCO

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

Selon ce tableau, le Canada n'occupe qu'environ 3 % de la part du marché de l'éducation internationale, soit un peu plus que la Nouvelle-Zélande (1,6 % en 2005). Par comparaison, l'Australie, un pays comparable au Canada par sa taille et sa population, occupe 7,2 % du marché. La part du lion revient aux États-Unis, avec 22,8 %.

10. Conclusions et recommandations

Conclusions :

- Il n'existe pas de fonds central de données sur les aspects suivants :
 - Nombre d'inscriptions et frais de scolarité de la clientèle étudiante étrangère des écoles/établissements privés.
 - Étudiants non détenteurs de visa qui suivent des cours au Canada durant moins de six mois.
 - Étudiants qui entrent au Canada à titre de visiteurs (CIC n'a aucune méthode officielle pour recueillir des données à ce sujet).
- La Commission canadienne du tourisme ne considère pas les étudiants comme des touristes, et ne recueille donc pas de données sur les personnes qui entrent au Canada à des fins éducatives.
- Aucune enquête régulière n'est menée à l'échelle nationale sur les dépenses des étudiants internationaux.

Conclusions concernant les données :

- La source d'information que nous avons utilisée pour calculer le nombre d'étudiants internationaux inscrits dans le réseau d'enseignement canadien pendant une période d'au moins six mois pour une année donnée est l'effectif étudiant international présent dans chaque province/territoire à la date du 1^{er} décembre de chaque année, dans cinq niveaux d'études, selon les données publiées par Citoyenneté et Immigration Canada.
- En 2008, le nombre total d'étudiants internationaux en séjour prolongé (au moins six mois) au Canada était estimé à 178 200.
- Plus de la moitié (54 %) des étudiants internationaux au Canada suivent une formation universitaire. La proportion dépasse 75 % quant on y ajoute les étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement technique et professionnel et dans les autres établissements d'éducation et de formation postsecondaire.
- Au cours de la période décennale 1998-2008, les secteurs où le nombre d'étudiants internationaux a augmenté le plus rapidement ont été les

niveaux de formation postsecondaires « autres » (métiers non professionnels), suivi du réseau universitaire.

- Entre 1998 et 2003, la clientèle étudiante étrangère de niveau universitaire a connu des taux de croissance annuelle à deux chiffres. Depuis 2005 cependant, cette croissance a été inférieure à celle de l'ensemble de l'effectif étudiant international .
- Les inscriptions d'étudiants internationaux dans les collèges commerciaux professionnels ont également connu entre 1998 et 2003 une solide croissance annuelle à deux chiffres, qui connaît toutefois depuis 2004 un déclin constant qui s'est poursuivi en 2008.
- Pour les étudiants internationaux à courte durée de séjour (moins de six mois), notre source d'information (Langues Canada) indique que le Canada avait accueilli environ 102 000 étudiants (représentant 1 054 664 semaines d'études) en 2008.
- Le marché des étudiants internationaux génère des retombées économiques très intéressantes pour le Canada. Ainsi, en 2008, les dépenses totales des étudiants internationaux accueillis par le pays pour des séjours d'études prolongés se sont chiffrées à environ 5,5 milliards de dollars, pour un apport de près de 4,1 milliards de dollars au PIB national, soit environ 7 % de l'apport global du secteur des services d'éducation à l'économie canadienne.
- Nous avons également établi que les services d'éducation internationale s'adressant aux étudiants internationaux en séjour prolongé représentent 64 940 emplois, soit environ 5,5 % du nombre total d'emplois concernés par le secteur des services d'éducation du pays.
- Les dépenses des étudiants internationaux inscrits dans des programmes de langue courte durée ont contribué pour un montant annuel de 746 millions de dollars à l'économie canadienne, représentant un apport d'environ 509 millions de dollars pour le PIB, 13 210 emplois et 36 millions de dollars pour le trésor public.
- Outre les bénéfices économiques résultant des dépenses attribuées aux frais de scolarité, de logement et de nourriture, on estime à 285 240 000 dollars par an les dépenses additionnelles effectuées au titre des activités touristiques par les étudiants internationaux, les membres de leur famille et leurs amis. Soit environ 161 millions de dollars pour le PIB, 5 330 emplois et 8 millions de dollars pour le trésor public.
- Les services d'éducation internationale offerts par le Canada aux étudiants en séjour prolongé représentent à eux seuls l'équivalent de 1 % du total des exportations canadiennes dans le monde. Cette

proportion grimpe toutefois à plus de 10 % dans le cas des principaux pays d'origine des étudiants internationaux (p. ex. Chine, Corée du Sud et Arabie saoudite).

Recommandations

- Voir comment on pourrait se doter d'une méthode d'enquête semblable à celle utilisée en Australie et consistant à interroger des visiteurs au départ du pays pour savoir quelle a été la nature de leurs activités au cours de leur séjour au Canada. Ce sondage serait effectué dans tous les grands aéroports internationaux du pays et serait conduit dans plusieurs langues.
- S'associer à divers partenaires et acteurs du secteur de l'éducation internationale (CIC, Statistique Canada, universités, collèges et autres établissements d'enseignement) pour établir un système cohérent de consignation des données et de l'information recueillie pour faciliter le suivi des dépenses effectuées par les étudiants internationaux lors de leur séjour au Canada.
- Élaborer, de concert avec Statistique Canada, une enquête nationale destinée aux établissements d'enseignement publics et privés pour connaître le nombre d'étudiants internationaux inscrits aux programmes d'enseignement, le tarif des frais de scolarité et autres frais associés à l'obtention d'un grade ou d'un diplôme, ainsi que le programme des cours de formation des adultes et autres cours de formation continue d'une durée de moins de six mois dispensés par l'établissement.
- Coordonner les questions d'enquête avec les gouvernements provinciaux et les organismes nationaux concernés afin d'assurer la cohérence du sondage effectué auprès des étudiants internationaux.
- S'assurer que le secteur des étudiants internationaux bénéficie du même degré de reconnaissance et de soutien que celui accordé aux autres activités d'exportation de taille comparable.

Références

Articles

- « La performance économique du Canada » MAECI, 22 novembre 2007
- « Étoiles du nord » Bureau canadien de l'éducation internationale, 2007
- "Competitor Research," Citoyenneté et Immigration Canada (non daté)
- "Costs deter foreign students," The Observer, 16 septembre 2007
- "Sharing Quality Higher Education Across Borders: A Checklist for Good Practice," Council for Higher Education Accreditation
- "The Economic Implications of International Education for Canada and Nine Comparator Countries," The Conference Board of Canada. 27 septembre 1999
- "Economic Impact of International Education at Public Post-Secondary Institutions," BC Ministry of Advanced Education. Mars 2006
- "Growth in Foreign Student Expenditures in Canada," MAECI
- "Foreign Students Coming to America," Institute for the Study of International Migration, Février 2007
- "Structural Incentives to Attract Foreign Students to Canada's Post-Secondary Educational System: A Comparative Analysis," Skills Research Initiative. 2006
- "Opportunity Begins at Home: Enhancing Canadian Commercial Services Exports," Conference Board of Canada. Avril 2006
- "2006-2007 Annual Report," Direction de l'éducation internationale du Manitoba.
- "The Australian Education Sector and the Economic Contribution of International Students," Australian Council for Private Education and Training (ACPET). Avril 2009
- Citoyenneté et Immigration Canada (2007). Faits et chiffres 2007 : Aperçu de l'immigration – résidents permanents et temporaires.
<http://www.cic.gc.ca/francais/pdf/pub/faits2007.pdf> (consulté le 8 juillet 2009)
- Statistique Canada (2000). La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux au Canada concepts, sources, méthodes et produits. N° 67-506-XIF au catalogue. <http://www.statcan.gc.ca/pub/67-506-x/67->

[506-x2000001-fra.pdf](#) (consulté le 4 juillet 2009)

Statistique Canada (2008). Voyages internationaux, 2007. N° 66-201-XWF au catalogue. <http://www.statcan.gc.ca/pub/66-201-x/2007000/tablesectlist-listetableauxsect-fra.htm> (consulté le 4 juillet 2009)

Infometrics (2006). The Economic Impact of Foreign Fee-Paying Students, Ministry of Education (Nouvelle-Zélande).

Naidoo, Vikash (2005). Bridging The Gap Between Anecdotal And Empirical Evidence In The International Education Market: Insights From The US and UK.

Seldon, James R. (2005). The Economic Impact of Thompson River University's International Students on the Kamloops Economy: 2005-06, Thompson River University, Octobre.

Verbik, Line and Veronica Lasanowski (2007). International Student Mobility: Patterns and Trends.

Sites Web

Information générale

High School Programs Abroad: www.highschoolprogramsabroad.com

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants: http://www.cfs-fcee.ca/html/french/research/factsheets/factsheet-intl_fees-undergrad-fr.pdf

Schools in Canada : www.schoolsincanada.com

Australian Council for Private Education and Training:
http://www.acpet.edu.au/index.php?option=com_content&task=view&id=183&Itemid=108

Association canadienne des écoles de langues privées :
<http://www.vec.ca/french/1/>

Langues Canada: <http://www.languagescanada.ca/fr/accueil>

Edudata Canada:
http://www.edudata.educ.ubc.ca/about_us/about_us_project.htm

Conseil canadien sur l'apprentissage : <http://www.ccl-cca.ca/CCL/Home/Index.htm?Language=FR>

Citoyenneté et Immigration Canada : www.cic.gc.ca

Affaires étrangères et Commerce international Canada : www.international.gc.ca

Statistique Canada : www.statcan.gc.ca

Données sur le commerce en direct :
http://www.ic.gc.ca/sc_mrkti/tdst/tdo/tdo.php#tag

Thompson Rivers University : <http://www.tru.ca/>

Dépenses des étudiants :

University of Toronto : http://www.utoronto.ca/about-uoft/measuring-our-performance/cudo/cudo_2008/annualexpenses.htm

Institut universitaire de technologie de l'Ontario :
<http://www.uoit.ca/EN/main/11259/oira/cudo2008/htmlSectionG.html>

Université Bishop's : <http://www.ubishops.ca/int-exch/int/fees.html>

Fleming College :
<http://www.flemingc.on.ca/index.cfm/go/international/sub/costs.cfm>

Centre de service national de prêts aux étudiants :
<https://nslsc.canlearn.ca/fra/default.aspx>

Étudier en Ontario : http://www.studyinontario.com/fr/st_tuition.php

Performance du secteur des services d'éducatons internationale

"Canada Losing Out on Student Revenue", Vancouver Sun, 27 mars 2006:
<http://www2.canada.com/vancouver/news/business/story.html?id=c0db1f52-0062-498c-8e29-7e5a14d9e69c>

"The Role of International Education", BC Progress Board:
http://www.bcprogressboard.com/2005Report/EducationReport/Education_Final.pdf

"More Overseas Students 'Found'", BBC, 21 mai 2009:
http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/education/8060219.stm

Institut de statistique de l'UNESCO:
<http://stats.uis.unesco.org/unesco/ReportFolders/reportFolders.aspx>

Ministères provinciaux

Edunova: <http://edunova.ca/?lang=eng>

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

Direction de l'éducation internationale du Manitoba:

<http://www.gov.mb.ca/ie/index.fr.html>

Study in Alberta: <http://www.studyinalberta.ca/>

BC Centre for International Education: <http://bccie.bc.ca/bccie/factsfigs.php>

Étudier en Ontario : <http://www.studyinontario.com/fr/home.php>

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec: www.mels.gouv.qc.ca

Annexe I Liste des personnes contactées

Nom	Post	Établissement
Bo Hansen	Gestionnaire, Éd. int.	Études supérieures C.-B.
Carin Holroyd	Auteur de l'article/moniteur à UWU	Asia Pacific Foundation
Pari Johnston	Directeur, Relations	AUCC
Robert White	Analyste des politiques	AUCC
Tom Tunney	Analyste principal des politiques	AUCC
Trevor Corkum	Directeur adjoint	BCCIE
Susan Penner	Inspecteur, Écoles indépendantes	Min. de l'Éd. de la C.-B.
Randall Martin	Directeur exécutif	BCCIE
Peter Mitchell	Directeur exécutif	CAIS
Joanne Uyede	Président	Réseau des centres d'éducation canadiens
Yves Beaudin	Coordonnateur national	Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux
Margaret Nevin	Conseillère principale en communications générales	Commission canadienne du tourisme
Jennifer Humphries	VP, Membres	Bureau canadien pour l'éducation internationale
Amanada Hodgkinson	Analyste en politiques	CSCE
David Kurfurst	Gestionnaire de l'évaluation	CIC
Jorge Aceytuno	Directeur adjoint	CIC
Melissa Fama	Analyste des politiques	CIC
Rick Carlton	Analyste des politiques	CIC
Rita Ceolin	Analyste des politiques	CMEC
Sharon-Anne Borde	Analyste des politiques	CMEC
Sheila Molloy	Analyste des politiques	CMEC
Stephanie Dion	Chargée de recherche	CREPUQ
Ava Czapalay	PDG	EduNova
Jim Sinnott		ESDNL
Isabelle Tibi	Directrice exécutive	Universités francophones
Halladay Education Group		
Henry Brown		IPSEA
Johanne Lacombe	Directrice exécutive	Langues Canada
Linda Auzins	Administratrice	Langues Canada
Calum MacKechnie	Président	Langues Canada
Darcy Rollins	Président	Éducation internationale Manitoba
Donna Everitt	Analyste des politiques	Éducation internationale Manitoba
Claude Barnard	Conseillère en affaires internationales	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Tegan Tang	Analyste des politiques	Ministère de l'Éducation de la C.-B.
John Manning	Conseiller principal en politiques	Ministère de la Formation, des Collèges et des Universités
Anne Burns	Directrice exécutive	ANCC
Cheryl Fisher	Directrice	NISEP
Paul Brennan	Vice-président	Programmes de partenariat, ACCC

Roslyn Kunin and Associates, Inc.

Steve Whiteside	Ex-président	PCTIA
Janna Leutmann	Analyste des politiques de recherche	PPC (Ontario)
Joel Emes		Progress Board
Andrea Labelle	Directeur des relations commerciales	Association de l'industrie touristique du Canada
Sharlene Reis	Directrice exécutive	Vancouver English Centre
Amiral Consulting		
Canadian Homestay International		
Gardiner Wilson	CEC, Relations gouvernementales	
Schools in Canada		
Study in Alberta (Secondary and Post Secondary)		